



Budget supplémentaire des dépenses (C) 2023-2024

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2024

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada,
représenté par la présidente du Conseil du Trésor, 2024

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90, rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISBN ou ISSN : 2292-5066

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (C), 2023-24

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2023-2024

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2024

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2023-2024

Introduction

Pour effectuer des dépenses, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit par le biais d'une loi adoptée précédemment, soit sur une base annuelle par la présentation et l'adoption de projets de loi de crédits. Avant l'introduction de chaque projet de loi de crédits, la présidente du Conseil du Trésor dépose une publication du budget (principal ou supplémentaire) des dépenses au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenser demandées.

Alors que le Budget principal des dépenses donne un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice financier à venir, les Budgets supplémentaires des dépenses présentent des renseignements sur les besoins relatifs aux dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffés lors de la préparation du Budget principal des dépenses ou qui ont été précisés après le dépôt de celui-ci pour tenir compte de l'évolution de certains programmes et services.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2023-2024 est le troisième et dernier des budgets supplémentaires des dépenses prévus pour le présent exercice.

Points saillants

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2023-2024 présente des dépenses budgétaires supplémentaires totalisant 13,2 milliards de dollars, soit des dépenses à approuver de l'ordre de 8,9 milliards de dollars et des dépenses législatives prévues de l'ordre de 4,3 milliards de dollars.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2023-2024				Total
	Budget principal	Budget supplémentaire			
	A	B	C		
	(dollars)				
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	198 150 946 696	20 478 605 110	20 678 755 329	8 911 403 788	248 219 710 923
Postes législatifs	234 790 698 111	1 384 994 281	3 912 605 217	4 278 027 278	244 366 324 887
Total des dépenses budgétaires	432 941 644 807	21 863 599 391	24 591 360 546	13 189 431 066	492 586 035 810
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	227 703 000	.....	.....	.....	227 703 000
Postes législatifs	41 680 784	.....	.....	2 650 264 726	2 691 945 510
Total des dépenses non budgétaires	269 383 784	.....	.....	2 650 264 726	2 919 648 510

Crédits votés

Si elles sont approuvées par le Parlement, les dépenses budgétaires votées augmenteraient de 8,9 milliards de dollars (3,7 %) et atteindraient un total de 248,2 milliards de dollars. Voici les principaux objectifs des nouvelles dépenses votées ainsi que les organisations qui en sont responsables :

- programmes destinés aux Premières Nations (ministère des Services aux Autochtones : 818,1 millions de dollars pour les services à

l'enfance et à la famille, 803,9 millions de dollars pour les services et les mesures de soutien en application du principe de Jordan et 260,0 millions de dollars pour la gestion des urgences);

- rémunération et avantages (Secrétariat du Conseil du Trésor : 1,2 milliard de dollars afin d'indemniser les ministères et organismes pour les rajustements salariaux négociés et 200 millions de dollars pour les rajustements apportés aux conditions d'emploi dans l'administration publique fédérale);
- projets d'approvisionnement et opérations militaires (ministère de la Défense nationale : 590,9 millions de dollars pour des aéronefs multimissions, 510,0 millions de dollars pour des avions stratégiques de transport et de ravitaillement en vol, et 284,7 millions de dollars pour des opérations en Lettonie).

Parmi les initiatives pour lesquelles plusieurs organisations demandent un financement figurent le remboursement des frais liés à la sécurité lors de la conférence des Nations Unies sur la biodiversité à Montréal, la réponse à la crise en Haïti et la protection des populations de baleines en danger. Une liste complète de ces postes horizontaux est disponible dans l'annexe en ligne.

Compte tenu de ces initiatives et d'autres activités, cinq organisations demandent chacune au moins 500 millions de dollars (à l'exclusion des transferts) pour les aider à réaliser leurs priorités :

- le ministère de la Défense nationale (2,2 milliards de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones (2,0 milliards de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor (1,6 milliard de dollars);
- le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (566,5 millions de dollars);
- l'Autorité du pont Windsor-Détroit (507,3 millions de dollars).

Postes législatifs

Les modifications apportées aux prévisions des dépenses législatives, y compris les prévisions mises à jour pour tenir compte des frais d'intérêt, de l'aide financière aux étudiants et des prestations aux personnes âgées prévues dans l'Énoncé économique de l'automne 2023, sont indiquées dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires sur les dépenses totales estimées des organisations. Les dépenses budgétaires législatives devraient, selon les prévisions, augmenter de 4,3 milliards de dollars (1,8 %), pour atteindre un montant total de 244,4 milliards de dollars. Voici les changements les plus importants :

- une augmentation de 3,2 milliards de dollars des intérêts sur la dette non échue, ce qui est en grande partie attribuable aux taux d'intérêt projetés plus élevés et à une incidence plus importante de l'inflation sur les obligations à rendement réel;
- 576,5 millions de dollars dans le cadre du Programme de stabilisation fiscale pour un paiement à l'Alberta afin de l'aider à faire face à une baisse de ses revenus d'une année sur l'autre entre les exercices 2019-2020 et 2020-2021;
- une augmentation de 499,2 millions de dollars dans le cadre du Programme des bourses aux étudiants pour tenir compte des améliorations du programme annoncées dans le budget fédéral de 2023;
- une diminution de 437,0 millions de dollars des prestations de la Sécurité de la vieillesse, d'après les prévisions à jour du taux mensuel moyen, du nombre de bénéficiaires et du montant des remboursements de prestations.

Les dépenses non budgétaires législatives devraient, selon les prévisions, augmenter de 2,7 milliards de dollars, principalement en raison des éléments suivants :

- 1,4 milliard de dollars pour l'acquisition d'actions du Fonds de croissance du Canada, dans le cadre de la capitalisation initiale de 15,0 milliards de dollars annoncée dans le budget fédéral de 2022;
- une augmentation de 1,3 milliard de dollars pour les prêts étudiants, ce qui tient compte des changements apportés aux limites des prêts et aux conditions d'admissibilité annoncés dans le budget fédéral de 2023.

Principaux postes

La liste ci-dessous présente les principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour obtenir l'approbation du Parlement.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 1,2 milliard de dollars

Fonds destinés aux rajustements de la rémunération – virements aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux négociés

Ce financement permettra d'indemniser les ministères, les organismes et les sociétés d'État qui dépendent de crédits pour l'incidence des conventions collectives et d'autres rajustements connexes des conditions d'emploi ou de service. Les coûts découlent des ententes conclues et des conditions mises à jour de mai à décembre 2023, y compris les paiements forfaitaires uniques.

Ministère des Services aux Autochtones : 818,1 millions de dollars**Fonds destinés à poursuivre la mise en œuvre des réformes du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations**

Ce financement permettra d'améliorer les services offerts pour faire en sorte que les enfants puissent être pris en charge comme il se doit dans leur communauté, notamment en atténuant l'incidence de la pauvreté et de l'éloignement et en améliorant la disponibilité de logements sûrs et adéquats pour les enfants vivant dans les réserves.

Ministère des Services aux Autochtones : 803,9 millions de dollars**Fonds destinés à la poursuite de la mise en œuvre du principe de Jordan**

Ce financement servira à fournir aux enfants des Premières Nations l'accès aux produits, services et mesures de soutien nécessaires en matière de santé, de services sociaux et d'éducation.

Ministère de la Défense nationale : 590,9 millions de dollars**Fonds destinés au projet d'aéronef multimitations canadien**

Le P-8A Poseidon est un aéronef multimitations à long rayon d'action et de grande autonomie, spécialisé dans la lutte anti-sous-marine et antinavire. La portée du projet comprend l'acquisition d'un nombre maximal de 16 aéronefs Poseidon ainsi que les pièces de rechange, la formation, l'équipement de soutien, les centres de soutien des missions, les services de soutien logistique intégré, les armes et le matériel consommable, l'infrastructure, les mises à niveau des capacités et les services de soutien initial en service.

Ministère de la Défense nationale : 510,0 millions de dollars**Fonds destinés au projet d'Avion stratégique de transport et de ravitaillement en vol**

La flotte de CC-330 Husky permettra d'effectuer plusieurs tâches, par exemple le ravitaillement en vol d'autres aéronefs, le transport aérien de personnel militaire et de fret, les évacuations médicales et le transport stratégique de représentants du gouvernement du Canada. Le projet comprend l'acquisition et la configuration d'un maximum de 9 aéronefs, le soutien en service, l'infrastructure pour héberger et entretenir la flotte, ainsi que la formation et la capacité de simulation.

Autorité du pont Windsor-Detroit : 507,3 millions de dollars**Fonds destinés au pont international Gordie-Gordie-Howe**

Le Projet de pont international Gordie-Howe comprend la construction d'un pont à péage à six voies entre Windsor et Detroit, y compris les points d'entrée dans les deux pays et une connexion à l'autoroute Interstate 75. Ce financement servira à apporter des modifications au contrat avec le partenaire du secteur privé en raison des retards et de l'augmentation des coûts à la suite de la pandémie de COVID-19.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration : 362,4 millions de dollars**Fonds destinés au Programme d'aide au logement provisoire**

Ce financement aidera les provinces et les municipalités à continuer à fournir des logements provisoires aux demandeurs d'asile.

Ministère de la Défense nationale : 284,7 millions de dollars**Fonds destinés aux mesures d'apaisement et de dissuasion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Europe centrale et orientale (opération REASSURANCE)**

Ce financement servira à intensifier les activités actuelles des Forces armées canadiennes en Lettonie dans le cadre de l'opération REASSURANCE, notamment le déploiement accru de personnel, l'acquisition de fournitures et de munitions et les projets d'infrastructure.

Ministère des Services aux Autochtones : 260,0 millions de dollars**Fonds destinés au Programme d'aide à la gestion des urgences**

Ce financement sera utilisé pour rembourser les collectivités des Premières Nations, les municipalités, les provinces, les territoires et les fournisseurs de services d'urgence non gouvernementaux pour les coûts engagés lors des activités d'intervention et de rétablissement dans les réserves à travers le Canada. Les situations d'urgence comprennent des événements tels que les catastrophes naturelles, la perte de services essentiels et les crises liées à la santé.

Ministère de la Défense nationale : 250,0 millions de dollars**Fonds destinés à l'aide militaire offerte à l'Ukraine**

Ces fonds serviront à livrer de l'équipement et à fournir des services à l'Ukraine dans le cadre de la défense de sa souveraineté, notamment des véhicules blindés de transport de troupes et des véhicules pour les évacuations médicales.

Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et les budgets des dépenses de 2023-2024. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et des budgets des dépenses à ce jour en 2023-2024

	2023-2024 (milliards de dollars)
Budget des dépenses à ce jour en 2023-2024	492,6
Notamment :	
En lien avec le budget fédéral de 2023	10,4
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	57,2
Notamment :	
Prestations d'assurance-emploi	22,2
Allocation canadienne pour enfants	25,6
Autres crédits d'impôt et remboursements	9,4
Plus : Recettes nettes	14,4
Moins : Rajustements comptables et autres	(75,5)
Énoncé économique de l'automne de 2023 (Total – Dépenses projetées pour 2023-2024)	488,7

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Dans l'Énoncé économique de l'automne, les prévisions englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions dans l'Énoncé économique de l'automne. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans l'Énoncé économique de l'automne. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi et aux prestations pour enfants sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

L'allocation canadienne pour enfants est constituée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et est considérée comme une dépense aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ce poste ni pour tout autre dépenses fiscale ou crédit d'impôt remboursable.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels et ne sont donc pas inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice indiquées dans l'Énoncé économique de l'automne sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Les budgets fédéraux, ainsi que les énoncés ou les mises à jour économiques, sont présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux types de publication, par exemple les règlements judiciaires et les projets d'immobilisations. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, ainsi que des rajustements pour les affectations bloquées dans les autorisations votées et pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment de l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et depuis ce temps).

Renseignements supplémentaires et techniques

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations votées

La modification apportée à la structure gouvernementale qui suit est entrée en vigueur depuis la publication du Budget principal des dépenses de 2023-2024 :

- le contrôle et la supervision du Service numérique canadien ont été transférés du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de l'Emploi et du Développement social (décret C.P. 2023-0784).
- le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales a été nommé ministre compétent aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques pour le Commissariat aux langues officielles (décret C.P. 2023-1062).

Les autorisations nouvelles ou modifiées qui suivent sont demandées par l'intermédiaire de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- le Service correctionnel du Canada ajoute le crédit 10 pour réduire la limite de prélèvement du Fonds renouvelable de CORCAN de 20,0 millions de dollars à 17,0 millions de dollars;
- le ministère de l'Emploi et du Développement social ajoute le crédit 10 pour radier 215,5 millions de dollars de dettes relatives aux prêts aux étudiants et aux apprentis;
- le ministère des Services aux Autochtones ajoute le crédit 15 pour augmenter le montant des prêts que la ministre des Services aux Autochtones est autorisée à garantir de 2,2 milliards de dollars à 3,0 milliards de dollars.

Lois de crédits en 2023-2024

Les lois suivantes ont fourni des crédits aux organisations tributaires de crédits :

- La *Loi de crédits no 1 pour 2023-2024* leur a fourni des crédits provisoires s'élevant à 89 678 492 027 \$ pour répondre à leurs besoins pendant les trois premiers mois de l'exercice;
- La *Loi de crédits no 2 pour 2023-2024* a fourni les crédits restants s'élevant à 108 700 157 669 \$ pour le Budget principal des dépenses de 2023-2024;
- La *Loi de crédits no 3 pour 2023-2024* a fourni des crédits s'élevant à 20 478 605 110 \$ pour répondre aux besoins en matière de dépenses figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2023-2024;
- La *Loi de crédits no 4 pour 2023-2024* a fourni des crédits s'élevant à 20 678 755 329 \$ pour répondre aux besoins en matière de dépenses figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2023-2024.

En mars 2024, la présidente du Conseil du Trésor déposera un projet de loi visant à fournir des crédits pour répondre aux besoins en matière de dépenses figurant dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (C) 2023-2024.

Renseignements déposés et en ligne

Pour cet exercice, la présidente du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend ce qui suit :

- les points saillants des besoins financiers supplémentaires et des demandes de financement importantes;
- une comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses de 2023-2024;
- un aperçu des modifications apportées à la structure gouvernementale et des nouvelles autorisations nécessaires;
- un résumé des lois de crédits pour l'exercice financier en cours;
- les détails du financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits que le Parlement doit approuver.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants se trouvent également en ligne :

- une liste détaillée des dépenses législatives déclarées dans les budgets des dépenses;
- une ventilation exhaustive des dépenses prévues par article courant, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par objet, conformément au Cadre ministériel des résultats de chaque organisation;
- une liste des postes horizontaux présentant des besoins de financement;
- les affectations bloquées dans les autorisations votées;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 129 organisations présentent des besoins en matière de financement dans le budget des dépenses 2023-2024. De ces organisations, 58 sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses, soit 4 à titre d'information et 54 pour l'examen par le Parlement.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	686 115 078	922 689 126	1 074 515 043	.....	1 074 515 043
Administration du pipe-line du Nord	255 692	572 250	572 629	.....	572 629
Agence canadienne d'évaluation d'impact	72 000 736	75 515 117	106 108 727	(105 000)	106 003 727
Agence canadienne d'inspection des aliments	824 448 834	889 227 807	932 889 411	11 670 670	944 560 081
Agence canadienne de développement économique du Nord	88 371 514	107 617 728	88 759 082	.....	88 759 082
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	443 837 730	712 654 187	591 119 421	.....	591 119 421
Agence de développement économique du Pacifique Canada	168 705 786	362 507 408	211 780 444	.....	211 780 444
Agence de la santé publique du Canada	8 705 432 498	11 411 949 483	5 456 285 907	(600 148)	5 455 685 759
Agence de promotion économique du Canada atlantique	443 490 213	461 303 645	525 674 605	(117 046)	525 557 559
Agence des services frontaliers du Canada	2 478 717 991	2 637 385 771	2 949 288 637	57 377 889	3 006 666 526
Agence du revenu du Canada	9 489 294 614	12 649 488 553	16 678 394 100	297 118 385	16 975 512 485
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	89 220 951	135 788 850	77 248 082	.....	77 248 082
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	400 115 480	702 781 464	464 978 334	.....	464 978 334
Agence Parcs Canada	1 163 958 695	1 107 173 445	1 433 761 358	37 978 525	1 471 739 883
Agence spatiale canadienne	368 108 149	584 880 167	601 722 345	20 456 638	622 178 983
Autorité du pont Windsor-Détroit	481 287 738	1 106 494 000	1 220 541 683	507 302 126	1 727 843 809
Bibliothèque du Parlement	50 190 946	55 835 039	57 871 678	6 050 545	63 922 223
Bibliothèque et Archives du Canada	131 803 272	240 130 568	234 199 470	.....	234 199 470
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	35 936 917	35 761 282	43 886 535	.....	43 886 535
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 152 994	5 478 282	7 034 651	.....	7 034 651
Bureau de l'infrastructure du Canada	8 962 080 971	9 363 149 423	9 943 611 564	974 619	9 944 586 183
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	670 782 934	711 054 715	734 584 788	.....	734 584 788
Bureau du commissaire au renseignement	2 051 885	2 535 599	2 710 388	.....	2 710 388
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 338 204	8 143 039	8 333 174	.....	8 333 174
Bureau du Conseil privé	203 615 363	235 598 621	231 530 438	15 496 978	247 027 416
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	898 155	1 408 848	1 464 676	.....	1 464 676
Bureau du directeur des poursuites pénales	201 380 233	219 496 984	234 107 328	.....	234 107 328

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du directeur général des élections	627 287 848	203 509 925	218 766 021	.....	218 766 021
Bureau du directeur parlementaire du budget	6 090 218	7 401 122	7 640 981	.....	7 640 981
Bureau du secrétaire du gouverneur général	23 853 829	23 988 252	26 629 964	.....	26 629 964
Bureau du surintendant des institutions financières	207 628 416	220 521 651	294 725 987	.....	294 725 987
Bureau du vérificateur général	111 370 972	119 881 702	131 983 893	.....	131 983 893
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	13 093 032	11 540 881	10 617 644	.....	10 617 644
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	77 028 275	95 044 328	119 120 884	.....	119 120 884
Centre de la sécurité des télécommunications	800 990 706	913 422 354	1 028 600 114	10 592 560	1 039 192 674
Centre de recherches pour le développement international	155 251 325	158 930 728	159 060 903	.....	159 060 903
Chambre des communes	510 094 929	581 381 455	616 896 499	24 328 488	641 224 987
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	3 874 704	6 442 098	6 595 974	.....	6 595 974
Comité externe d'examen des griefs militaires	7 025 061	7 014 392	8 314 603	.....	8 314 603
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 446 639	5 676 571	6 382 606	.....	6 382 606
Commissariat au lobbying	4 653 563	5 464 196	6 184 597	.....	6 184 597
Commissariat aux langues officielles	23 114 306	22 239 511	25 561 085	.....	25 561 085
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	48 642 435	45 407 279	53 659 367	.....	53 659 367
Commission canadienne de sûreté nucléaire	143 540 298	152 216 791	161 663 218	.....	161 663 218
Commission canadienne des droits de la personne	35 786 850	40 639 507	44 266 296	.....	44 266 296
Commission canadienne des grains	16 046 114	13 209 950	9 377 328	.....	9 377 328
Commission canadienne du lait	4 291 407	4 153 333	4 999 298	.....	4 999 298
Commission canadienne du tourisme	121 159 703	156 130 263	111 199 653	9 750 687	120 950 340
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	10 530 635	12 814 397	16 865 155	.....	16 865 155
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 774 817	4 884 675	5 610 723	.....	5 610 723
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	264 252 059	284 507 098	366 010 858	.....	366 010 858
Commission de la capitale nationale	191 713 677	191 146 129	95 570 808	250 000	95 820 808
Commission de la fonction publique	86 049 789	94 571 374	105 685 820	(10 000)	105 675 820
Commission des champs de bataille nationaux	13 201 531	15 768 386	20 660 481	.....	20 660 481
Commission des débats des chefs	3 206 396	454 187	3 499 750	.....	3 499 750
Commission des libérations conditionnelles du Canada	58 752 818	69 470 927	79 259 524	.....	79 259 524
Commission du droit d'auteur	3 650 672	4 292 538	4 690 227	.....	4 690 227
Commission du droit du Canada	.....	4 675 069	4 512 528	.....	4 512 528

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 318 598	9 601 062	10 848 643	.....	10 848 643
Conseil canadien des normes	19 271 621	17 702 499	19 868 363	476 635	20 344 998
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	12 339 409	17 003 213	18 314 001	.....	18 314 001
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	13 979 081	21 076 498	23 015 663	.....	23 015 663
Conseil de recherches en sciences humaines	1 016 390 638	1 115 008 926	1 164 367 945	671 853	1 165 039 798
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 413 274 920	1 382 679 762	1 377 442 822	2 412 756	1 379 855 578
Conseil des Arts du Canada	510 389 080	423 322 380	364 349 448	650 000	364 999 448
Conseil national de recherches du Canada	1 436 309 315	1 555 527 140	1 639 363 892	892 801	1 640 256 693
Corporation commerciale canadienne	.....	13 000 000	13 000 000	.....	13 000 000
École de la fonction publique du Canada	81 336 421	78 859 576	88 856 775	383 230	89 240 005
Énergie atomique du Canada limitée	1 008 769 322	1 326 573 883	1 541 555 307	5 760 000	1 547 315 307
Fondation canadienne des relations raciales	6 180 001	5 115 542	9 000 000	.....	9 000 000
Gendarmerie royale du Canada	5 326 425 666	4 795 647 766	5 152 682 836	276 309 839	5 428 992 675
Instituts de recherche en santé du Canada	1 384 299 264	1 359 172 027	1 367 087 806	1 019 305	1 368 107 111
Investir au Canada	34 487 041	33 595 456	35 666 724	.....	35 666 724
La Société des ponts fédéraux Limitée	9 123 879	5 303 000	7 381 000	.....	7 381 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	235 144 062	280 514 520	231 671 430	.....	231 671 430
Marine Atlantique S.C.C.	130 809 588	158 520 769	211 305 507	.....	211 305 507
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 461 924 485	3 570 941 925	3 871 704 392	170 479 523	4 042 183 915
Ministère de l'Emploi et du Développement social	95 784 864 315	89 067 954 494	94 087 616 435	247 030 049	94 334 646 484
Ministère de l'Environnement	1 712 888 665	2 173 728 859	2 864 127 564	30 558 025	2 894 685 589
Ministère de l'Industrie	3 094 863 744	5 869 594 580	6 009 070 598	94 970 980	6 104 041 578
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 451 273 280	5 881 400 989	5 940 969 971	573 171 033	6 514 141 004
Ministère de la Défense nationale	24 126 144 961	27 580 610 515	29 043 693 814	2 228 961 432	31 272 655 246
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	431 853 920	583 406 790	414 719 073	12 980 868	427 699 941
Ministère de la Justice	907 417 603	974 536 252	1 099 795 026	29 615 185	1 129 410 211
Ministère de la Santé	6 044 784 701	6 342 381 946	7 440 688 234	5 090 697	7 445 778 931
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 067 659 811	3 452 111 427	2 771 599 379	222 508 228	2 994 107 607
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	8 074 210 761	9 363 648 460	8 547 237 906	185 427 992	8 732 665 898
Ministère des Anciens Combattants	5 406 391 796	5 682 993 282	6 074 894 189	19 534 800	6 094 428 989
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	230 653 872	325 260 225	322 671 369	.....	322 671 369
Ministère des Finances	106 388 052 369	118 160 064 625	132 221 986 769	3 823 959 200	136 045 945 969
Ministère des Pêches et des Océans	3 758 867 521	4 544 384 481	4 920 967 272	102 303 099	5 023 270 371

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	4 832 142 977	13 761 666 183	26 473 861 230	23 909 865	26 497 771 095
Ministère des Ressources naturelles	2 121 211 426	3 942 548 267	5 557 860 914	43 624 991	5 601 485 905
Ministère des Services aux Autochtones	18 351 809 592	44 799 119 017	45 616 898 324	2 045 741 975	47 662 640 299
Ministère des Transports	2 183 206 682	3 417 426 596	4 223 794 401	24 383 395	4 248 177 796
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 172 352 231	4 843 318 156	5 197 217 390	263 351 512	5 460 568 902
Ministère du Patrimoine canadien	2 006 534 179	2 390 698 014	2 186 439 056	8 585 472	2 195 024 528
Musée canadien de l'histoire	84 700 406	77 279 111	78 651 435	.....	78 651 435
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	9 546 694	8 956 694	9 130 073	.....	9 130 073
Musée canadien de la nature	35 681 183	32 797 236	32 381 178	.....	32 381 178
Musée canadien des droits de la personne	29 336 716	30 736 716	26 837 337	.....	26 837 337
Musée des beaux-arts du Canada	52 002 341	50 256 671	47 062 359	.....	47 062 359
Musée national des sciences et de la technologie	43 173 183	39 514 631	35 426 582	1 150 000	36 576 582
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	.....	1	.....	.....	.....
Office des transports du Canada	42 887 887	41 496 728	56 444 717	.....	56 444 717
Office national du film	69 336 699	70 946 446	74 682 719	.....	74 682 719
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	16 500 614	20 877 446	21 792 791	225 000	22 017 791
Régie canadienne de l'énergie	109 369 353	114 852 416	118 434 135	.....	118 434 135
Registraire de la Cour suprême du Canada	39 393 726	43 544 045	48 833 797	.....	48 833 797
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	17 289 754	28 237 776	24 388 394	.....	24 388 394
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	4 893 775	6 056 666	8 135 977	.....	8 135 977
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2 698 002	3 651 256	3 913 001	.....	3 913 001
Secrétariat du Conseil du Trésor	11 067 930 305	9 377 699 874	6 038 676 658	1 564 241 709	7 602 918 367
Sénat	96 362 294	121 821 702	126 694 386	.....	126 694 386
Service administratif des tribunaux judiciaires	100 372 516	106 376 866	136 067 792	.....	136 067 792
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	72 270 690	76 472 108	88 976 378	.....	88 976 378
Service canadien du renseignement de sécurité	642 172 827	656 618 835	724 640 776	(1 381 322)	723 259 454
Service correctionnel du Canada	2 909 923 253	3 164 665 598	3 612 652 478	35 311 017	3 647 963 495
Service de protection parlementaire	86 622 316	106 398 325	103 713 748	.....	103 713 748
Services partagés Canada	2 162 154 180	2 698 270 614	2 850 917 896	52 548 248	2 903 466 144
Société canadienne d'hypothèques et de logement	4 042 530 388	5 406 597 674	6 503 279 716	90 593 247	6 593 872 963
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	59 920 409	66 111 319	59 394 630	2 350 000	61 744 630
Société Radio-Canada	1 250 423 241	1 287 123 241	1 287 258 894	.....	1 287 258 894

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	27 335 298	35 366 139	39 635 925	.....	39 635 925
Statistique Canada	883 383 175	619 176 703	746 506 829	4 078 311	750 585 140
Téléfilm Canada	151 228 599	311 108 479	151 908 479	.....	151 908 479
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	11 103 961	14 229 724	24 320 317	(2 965 800)	21 354 517
VIA HFR - VIA TGF Inc.	.....	.....	51 670 000	.....	51 670 000
VIA Rail Canada Inc.	628 856 038	1 096 370 797	1 482 511 019	.....	1 482 511 019
Total budgétaire	374 784 563 217	443 285 263 409	480 468 329 171	13 189 431 066	493 657 760 237
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	(48 153 504)	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	(2 336 283)	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	236 547 330	(208 594 735)	161 519 650	1 260 264 726	1 421 784 376
Ministère de l'Industrie	435 000 000	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	5 086 214	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	(1 248 045)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	154 955 338	348 321 231	201 000 000	.....	201 000 000
Ministère des Finances	64 296 624 704	2 311 709 001	.....	1 390 000 000	1 390 000 000
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	12 510 719	25 903 000	25 903 000	.....	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	(6 177 491)	1	.....	.....	.....
Service correctionnel du Canada	(32)	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(168 383 473)	(164 412 879)	(119 838 866)	.....	(119 838 866)
Total non budgétaire	64 914 425 477	2 313 725 619	269 383 784	2 650 264 726	2 919 648 510

Note : Les autorisations à ce jour et les autorisations proposées figurant dans le tableau des dépenses par organisation comprennent des autorisations sur deux ans de 147 156 946 \$ destinées à l'Agence des services frontaliers du Canada et de 908 579 947 \$ destinées à l'Agence du revenu du Canada. Ces deux organismes sont autorisés à reporter à 2023-2024 les fonds approuvés en 2022-2023. Les autres différences entre le tableau des dépenses par organisation et le budget supplémentaire des dépenses dans le cadre du tableau des dépenses totales sont liées aux rajustements des dépenses législatives estimatives effectuées pour tenir compte des régimes d'avantages sociaux des employés.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (C) 2023-2024

Détails par organisation

Agence canadienne d'évaluation d'impact	1
Agence canadienne d'inspection des aliments	2
Agence de développement économique du Pacifique Canada	4
Agence de la santé publique du Canada	5
Agence de promotion économique du Canada atlantique	7
Agence des services frontaliers du Canada	8
Agence du revenu du Canada	10
Agence Parcs Canada	11
Agence spatiale canadienne	12
Autorité du pont Windsor-Détroit	13
Bibliothèque du Parlement	14
Bureau de l'infrastructure du Canada	15
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	16
Bureau du Conseil privé	17
Centre de la sécurité des télécommunications	19
Chambre des communes	20
Commission canadienne du tourisme	21
Commission de la capitale nationale	22
Commission de la fonction publique	23
Conseil canadien des normes	24
Conseil de recherches en sciences humaines	25
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	27
Conseil des Arts du Canada	29
Conseil national de recherches du Canada	30
École de la fonction publique du Canada	32
Énergie atomique du Canada limitée	33
Gendarmerie royale du Canada	34
Instituts de recherche en santé du Canada	36
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	38
Ministère de l'Emploi et du Développement social	40
Ministère de l'Environnement	44
Ministère de l'Industrie	46
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	48
Ministère de la Défense nationale	50
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	53
Ministère de la Justice	54
Ministère de la Santé	56
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	58
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	60
Ministère des Anciens Combattants	65
Ministère des Finances	67
Ministère des Pêches et des Océans	69
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	71
Ministère des Ressources naturelles	74
Ministère des Services aux Autochtones	76

Détails par organisation

Ministère des Transports	79
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	81
Ministère du Patrimoine canadien	83
Musée national des sciences et de la technologie	85
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	86
Secrétariat du Conseil du Trésor	87
Service canadien du renseignement de sécurité	89
Service correctionnel du Canada	90
Services partagés Canada	92
Société canadienne d'hypothèques et de logement	94
Société du Centre national des Arts	95
Statistique Canada	96
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	97

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	77 082 816	(5 000)	.....	77 077 816
5 Subventions et contributions	21 453 903	(100 000)	.....	21 353 903
Total des crédits	98 536 719	(105 000)	.....	98 431 719
Total des postes législatifs	7 572 008	.....	.....	7 572 008
Total des dépenses budgétaires	106 108 727	(105 000)	.....	106 003 727

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence canadienne d'évaluation d'impact au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour la recherche dans le domaine de l'évaluation d'impact	Crédit 1b	(5 000)
	Crédit 5	(100 000)

Total

(105 000)

Total des transferts

(105 000)

Total des dépenses budgétaires

(105 000)

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	711 725 901	285 000	11 200 380	723 211 281
5b Dépenses en capital	64 159 785	.....	.....	64 159 785
Total des crédits	775 885 686	285 000	11 200 380	787 371 066
Total des postes législatifs	157 003 725	.....	185 290	157 189 015
Total des dépenses budgétaires	932 889 411	285 000	11 385 670	944 560 081

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la banque de vaccins contre la fièvre aphteuse pour le Canada (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	11 200 380
---	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter	11 200 380
------------------------------------	-------------------

Total des crédits législatifs	185 290
--------------------------------------	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour appuyer une évaluation de la résistance aux antimicrobiens et de leur utilisation chez les animaux producteurs d'aliments	Crédit 1c	285 000
---	-----------	----------------

Total des transferts	285 000
-----------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	11 670 670
---------------------------------------	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral	600 000	285 000	885 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	91 503 725	185 290	91 689 015

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	33 280 353	3 400 000	.....	36 680 353
5b Subventions et contributions	175 650 127	(3 400 000)	.....	172 250 127
Total des crédits	208 930 480	.....	.....	208 930 480
Total des postes législatifs	2 849 964	.....	.....	2 849 964
Total des dépenses budgétaires	211 780 444	.....	.....	211 780 444

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour les coûts de fonctionnement

Crédit 1c 3 400 000

Crédit 5b (3 400 000)

Total

.....

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

.....

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	4 743 825 141	(2 500 000)	.....	4 741 325 141
5b Dépenses en capital	51 382 187	.....	.....	51 382 187
10c Subventions et contributions	569 729 158	1 899 851	1	571 629 010
Total des crédits	5 364 936 486	(600 149)	1	5 364 336 338
Total des postes législatifs	91 349 421	.....	.....	91 349 421
Total des dépenses budgétaires	5 456 285 907	(600 149)	1	5 455 685 759

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions

Crédit 10c 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer l'Organisation mondiale de la santé dans la promotion de systèmes de santé résilients aux changements climatiques et à faible émission de carbone

Crédit 10c **750 000**

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer le cadre normalisé d'évaluation de la santé numérique de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Crédit 10c **40 000**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour l'élaboration de lignes directrices nationales sur la prescription d'antimicrobiens tenant compte de la résistance à ces médicaments; pour lutter contre les infections transmissibles sexuellement et par le sang, et l'augmentation des taux de syphilis

Crédit 1b (2 000 000)

Crédit 10c 2 000 000

Total

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert

Crédit 1b **(15 000)**

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour appuyer le renforcement de la gouvernance nationale en matière de résistance aux antimicrobiens dans les secteurs agricoles

Crédit 1b **(200 000)**

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour appuyer une évaluation de la résistance aux antimicrobiens et de leur utilisation chez les animaux producteurs d'aliments

Crédit 1b **(285 000)**

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour les activités liées à l'Initiative de transformation de l'Apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10c	(890 149)
Total des transferts		(600 149)
Total des dépenses budgétaires		(600 148)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	3 329 723	790 001	4 119 724
Contributions			
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielles	195 291 119	2 000 000	197 291 119

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	78 067 125	.....	.....	78 067 125
5b Subventions et contributions	438 109 141	(117 046)	.....	437 992 095
Total des crédits	516 176 266	(117 046)	.....	516 059 220
Total des postes législatifs	9 498 339	.....	.....	9 498 339
Total des dépenses budgétaires	525 674 605	(117 046)	.....	525 557 559

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique au ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien pour le Fonds de prêts pour l'entrepreneuriat des communautés noires	Crédit 5b	(117 046)
--	-----------	------------------

Total des transferts

(117 046)

Total des dépenses budgétaires

(117 046)

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 451 774 773	3 047 545	45 175 498	2 499 997 816
5c Dépenses en capital	265 697 525	689 105	138 666	266 525 296
Total des crédits	2 717 472 298	3 736 650	45 314 164	2 766 523 112
Total des postes législatifs	231 816 339	.....	8 327 075	240 143 414
Total des dépenses budgétaires	2 949 288 637	3 736 650	53 641 239	3 006 666 526

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à moderniser les voyages aux frontières canadiennes	Crédit 1c	26 690 239
	Crédit 5c	138 666

Total 26 828 905

Fonds destinés à renforcer la capacité de première ligne	Crédit 1c	16 995 960
--	-----------	-------------------

Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	1 489 299
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter 45 314 164

Total des crédits législatifs 8 327 075

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada pour le Centre de soutien des transporteurs aériens	Crédit 1c	2 236 650
--	-----------	------------------

Transfert de Services partagés Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour appuyer le projet de Gestion des cotisations et des recettes de l'ASFC	Crédit 1c	810 895
	Crédit 5c	689 105

Total 1 500 000

Total des transferts 3 736 650

Total des dépenses budgétaires 57 377 889

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	231 816 339	8 327 075	240 143 414

Agence du revenu du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	5 572 954 105	.....	122 929 204	5 695 883 309
5 Dépenses en capital	157 683 155	.....	.....	157 683 155
Total des crédits	5 730 637 260	.....	122 929 204	5 853 566 464
Total des postes législatifs	10 947 756 840	.....	174 189 181	11 121 946 021
Total des dépenses budgétaires	16 678 394 100	.....	297 118 385	16 975 512 485

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au coût ajusté de l'administration de la taxe sur les produits et services par la province de Québec	Crédit 1c	106 400 000
Fonds destinés à l'administration de l'avance de l'allocation canadienne pour les travailleurs	Crédit 1c	11 665 894
Fonds destinés à l'administration des paiements de l'incitatif à agir pour le climat dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve-et-Labrador, et du Nouveau-Brunswick	Crédit 1c	4 863 310
Total des crédits à adopter		122 929 204
Total des crédits législatifs		174 189 181
Total des dépenses budgétaires		297 118 385

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i> et de l'article 122.8 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	9 424 000 000	171 000 000	9 595 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	584 983 327	2 189 181	587 172 508
Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	48 000 000	1 000 000	49 000 000

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	752 366 010	(10 000)	37 286 892	789 642 902
5b Dépenses en capital	380 517 313	.....	.....	380 517 313
10 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	81 304 508	.....	.....	81 304 508
Total des crédits	1 214 187 831	(10 000)	37 286 892	1 251 464 723
Total des postes législatifs	219 573 527	.....	701 633	220 275 160
Total des dépenses budgétaires	1 433 761 358	(10 000)	37 988 525	1 471 739 883

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux besoins en matière de lutte contre les feux de forêt	Crédit 1c	37 198 654
Fonds destinés à protéger et à promouvoir la santé des populations prioritaires de baleines en péril du Canada (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	88 238

Total des crédits à adopter **37 286 892**

Total des crédits législatifs **701 633**

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour les programmes de développement et initiatives de la communauté financière	Crédit 1c	(10 000)
---	-----------	-----------------

Total des transferts **(10 000)**

Total des dépenses budgétaires **37 978 525**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 573 527	701 633	65 275 160

Agence spatiale canadienne

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	228 332 787	5 000 000	20 348 391	253 681 178
5b Dépenses en capital	283 316 560	.....	.....	283 316 560
10 Subventions et contributions	77 912 538	(5 000 000)	.....	72 912 538
Total des crédits	589 561 885	.....	20 348 391	609 910 276
Total des postes législatifs	12 160 460	.....	108 247	12 268 707
Total des dépenses budgétaires	601 722 345	.....	20 456 638	622 178 983

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à prolonger la participation du Canada à la Station spatiale internationale jusqu'en 2030	Crédit 1c	10 000 500
--	-----------	-------------------

Fonds destinés à l'initiative de continuité des services d'observation de la Terre	Crédit 1c	9 946 975
--	-----------	------------------

Fonds destinés à prolonger la participation du Canada à la Station spatiale internationale jusqu'en 2030 (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	400 916
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		20 348 391
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		108 247
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour augmenter les capacités pour diverses initiatives dans le secteur spatial	Crédit 1c	5 000 000
---	-----------	-----------

	Crédit 10	(5 000 000)
--	-----------	-------------

Total	
-------	--	-------

Total des transferts	
-----------------------------	--	--------------

Total des dépenses budgétaires		20 456 638
---------------------------------------	--	-------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 160 460	108 247	12 268 707

Autorité du pont Windsor-Détoit

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à l'Autorité	1 220 541 683	(27 600)	507 329 726	1 727 843 809
Total des dépenses budgétaires	1 220 541 683	(27 600)	507 329 726	1 727 843 809

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au pont international Gordie-Howe Crédit 1c **507 329 726**

Total des crédits à adopter **507 329 726**

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Autorité du pont Windsor-Détoit à l'École de la fonction publique du Canada à l'appui des services d'apprentissage Crédit 1c **(27 600)**

Total des transferts **(27 600)**

Total des dépenses budgétaires **507 302 126**

Bibliothèque du Parlement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	51 510 148	.....	5 252 209	56 762 357
Total des crédits	51 510 148	.....	5 252 209	56 762 357
Total des postes législatifs	6 361 530	.....	798 336	7 159 866
Total des dépenses budgétaires	57 871 678	.....	6 050 545	63 922 223

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux augmentations salariales rétroactives découlant du règlement de conventions collectives	Crédit 1c	5 252 209
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		5 252 209
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		798 336
--------------------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		6 050 545
---------------------------------------	--	------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 361 530	798 336	7 159 866

Bureau de l'infrastructure du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	294 256 134	974 619	.....	295 230 753
5	Dépenses en capital	97 072 128	.....	.....	97 072 128
10b	Subventions et contributions	7 162 793 282	.....	.....	7 162 793 282
Total des crédits		7 554 121 544	974 619	.....	7 555 096 163
Total des postes législatifs		2 389 490 020	.....	.....	2 389 490 020
Total des dépenses budgétaires		9 943 611 564	974 619	.....	9 944 586 183

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au Bureau de l'infrastructure du Canada pour les rajustements de la rémunération ainsi que pour les coûts liés à la prestation de services de technologie de l'information pour la plateforme de production de rapports sur les résultats du projet Vers un chez-soi	Crédit 1c	974 619
--	-----------	----------------

Total des transferts

974 619

Total des dépenses budgétaires

974 619

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	11 333 273	(119 163)	.....	11 214 110
5c Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	2 872 631	119 163	.....	2 991 794
Total des crédits	14 205 904	.....	.....	14 205 904
Total des postes législatifs	720 378 884	.....	.....	720 378 884
Total des dépenses budgétaires	734 584 788	.....	.....	734 584 788

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour les rajustements de la rémunération	Crédit 1	(119 163)
	Crédit 5c	119 163

Total

Total des transferts

Total des dépenses budgétaires

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	209 139 190	.....	14 170 551	223 309 741
Total des crédits	209 139 190	.....	14 170 551	223 309 741
Total des postes législatifs	22 391 248	.....	1 326 427	23 717 675
Total des dépenses budgétaires	231 530 438	.....	15 496 978	247 027 416

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'enquête publique concernant l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux	Crédit 1c	11 123 187
Fonds destinés à faire progresser l'Appel à l'action en faveur de la lutte contre le racisme, de l'équité et de l'inclusion dans la fonction publique fédérale	Crédit 1c	1 404 870
Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	1 107 354
Fonds destinés à la coordination et à l'exécution des travaux liés à la lutte contre le racisme, à la diversité, à l'équité et à l'inclusion (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	535 140
Total des crédits à adopter		14 170 551
Total des crédits législatifs		1 326 427
Total des dépenses budgétaires		15 496 978

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de contribution pour les commissions d'enquête	376 511	376 511

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22 007 648	1 326 427	23 334 075

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	966 576 897	10 592 560	.....	977 169 457
Total des crédits	966 576 897	10 592 560	.....	977 169 457
Total des postes législatifs	62 023 217	.....	.....	62 023 217
Total des dépenses budgétaires	1 028 600 114	10 592 560	.....	1 039 192 674

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour la prestation des services de soutien à la gestion de l'information et aux technologies de l'information	Crédit 1c	10 734 870
--	-----------	-------------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Centre de la sécurité des télécommunications au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien administratif au personnel du ministère travaillant dans les bureaux de liaison à l'étranger	Crédit 1c	(142 310)
--	-----------	------------------

Total des transferts

10 592 560

Total des dépenses budgétaires

10 592 560

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	443 081 965	.....	21 118 479	464 200 444
Total des crédits	443 081 965	.....	21 118 479	464 200 444
Total des postes législatifs	173 814 534	.....	3 210 009	177 024 543
Total des dépenses budgétaires	616 896 499	.....	24 328 488	641 224 987

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux augmentations de salaire rétroactives et aux augmentations économiques	Crédit 1c	21 118 479
---	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter		21 118 479
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		3 210 009
--------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		24 328 488
---------------------------------------	--	-------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 838 191	3 210 009	51 048 200

Commission canadienne du tourisme

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la Commission	111 199 653	.....	9 750 687	120 950 340
Total des dépenses budgétaires	111 199 653	.....	9 750 687	120 950 340

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'attraction d'événements d'envergure internationale (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	9 750 687
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

9 750 687

Total des dépenses budgétaires

9 750 687

Commission de la capitale nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	70 530 759	250 000	.....	70 780 759
5 Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	25 040 049	.....	.....	25 040 049
Total des dépenses budgétaires	95 570 808	250 000	.....	95 820 808

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère de la Défense nationale et à la Commission de la capitale nationale pour les projets menés dans le cadre du programme 2 milliards d'arbres	Crédit 1c	250 000
--	-----------	----------------

Total des transferts

250 000

Total des dépenses budgétaires

250 000

Commission de la fonction publique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses du programme	93 429 930	(10 000)	.....	93 419 930
Total des crédits	93 429 930	(10 000)	.....	93 419 930
Total des postes législatifs	12 255 890	.....	.....	12 255 890
Total des dépenses budgétaires	105 685 820	(10 000)	.....	105 675 820

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Projet d'accélération des capacités	Crédit 1	(10 000)
---	----------	-----------------

Total des transferts

(10 000)

Total des dépenses budgétaires

(10 000)

Conseil canadien des normes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements au Conseil	19 868 363	.....	476 635	20 344 998
Total des dépenses budgétaires	19 868 363	.....	476 635	20 344 998

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à un programme de certification en cybersécurité pour les entrepreneurs de la défense (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	476 635
--	-----------	---------

Total des crédits à adopter

476 635

Total des dépenses budgétaires

476 635

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	47 438 475	(40 546)	.....	47 397 929
5c Subventions	1 111 614 220	712 398	1	1 112 326 619
Total des crédits	1 159 052 695	671 852	1	1 159 724 548
Total des postes législatifs	5 315 250	.....	.....	5 315 250
Total des dépenses budgétaires	1 164 367 945	671 852	1	1 165 039 798

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 5c 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités et les entreprises locales du Canada Crédit 5c **712 398**

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et au Conseil de recherches en sciences humaines pour l'administration des opérations du Secrétariat sur la conduite responsable de la recherche Crédit 1c **27 522**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention Programme d'innovation dans les collèges et la communauté (1 000 000 \$) à la subvention Subventions et bourses Crédit 5c

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines et des Instituts de recherche en santé du Canada au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour la conception d'une solution commune de gestion des subventions Crédit 1c **(68 068)**

Total des transferts

671 852

Total des dépenses budgétaires

671 853

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions et bourses	349 004 193	1 000 001	350 004 194

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	59 444 628	1 101 242	852 522	61 398 392
5c Subventions	1 310 953 892	(1 462 398)	1 803 968	1 311 295 462
Total des crédits	1 370 398 520	(361 156)	2 656 490	1 372 693 854
Total des postes législatifs	7 044 302	.....	117 422	7 161 724
Total des dépenses budgétaires	1 377 442 822	(361 156)	2 773 912	1 379 855 578

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au programme laboratoire au marché

Crédit 1c 852 522

Crédit 5c 1 803 968

Total

2 656 490

Total des crédits à adopter

2 656 490

Total des crédits législatifs

117 422

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines et des Instituts de recherche en santé du Canada au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour la conception d'une solution commune de gestion des subventions

Crédit 1c **224 224**

Transfert de l'Agence canadienne d'évaluation d'impact au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour la recherche dans le domaine de l'évaluation d'impact

Crédit 1c 5 000

Crédit 5c 100 000

Total

105 000

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et au Conseil de recherches en sciences humaines pour l'administration des opérations du Secrétariat sur la conduite responsable de la recherche

Crédit 1c **22 018**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour tenir compte des exigences opérationnelles liées au déménagement du centre des données

Crédit 1c 850 000

Crédit 5c (850 000)

Total

.....

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités et les entreprises locales du Canada	Crédit 5c	(712 398)
Total des transferts		(361 156)
Total des dépenses budgétaires		2 412 756

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Laboratoire-au-marché	1 803 968	1 803 968

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 841 079	117 422	6 958 501

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements au Conseil	364 349 448	650 000	.....	364 999 448
Total des dépenses budgétaires	364 349 448	650 000	.....	364 999 448

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada pour la Coalition pour la diversité des expressions culturelles et pour le Fonds d'urgence pour le patrimoine de l'UNESCO et le Programme numérique pour les pays en développement	Crédit 1c	650 000
--	-----------	----------------

Total des transferts

650 000

Total des dépenses budgétaires

650 000

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	577 211 530	994 291	.....	578 205 821
5b Dépenses en capital	119 607 589	.....	.....	119 607 589
10c Subventions et contributions	687 207 392	(101 491)	1	687 105 902
Total des crédits	1 384 026 511	892 800	1	1 384 919 312
Total des postes législatifs	255 337 381	.....	.....	255 337 381
Total des dépenses budgétaires	1 639 363 892	892 800	1	1 640 256 693

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 10c 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Transports au Conseil national de recherches du Canada pour le projet de système autonome de mesure de la géométrie de la voie Crédit 1c **928 800**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour le programme Solutions innovatrices Canada Crédit 1c 101 491

Crédit 10c (101 491)

Total

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (128 000 \$) à la subvention aux Affiliations internationales Crédit 10c

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil national de recherches du Canada au ministère de la Défense nationale pour les projets menés dans le cadre de l'Initiative de recherche et de développement en quantique Crédit 1c **(36 000)**

Total des transferts **892 800**

Total des dépenses budgétaires **892 801**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Affiliations internationales	767 375	128 001	895 376

École de la fonction publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	72 945 009	383 230	.....	73 328 239
Total des crédits	72 945 009	383 230	.....	73 328 239
Total des postes législatifs	15 911 766	.....	.....	15 911 766
Total des dépenses budgétaires	88 856 775	383 230	.....	89 240 005

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor à l'École de la fonction publique du Canada pour le Programme avancé de leadership	Crédit 1c	355 630
--	-----------	----------------

Transfert de l'Autorité du pont Windsor-Détroit à l'École de la fonction publique du Canada à l'appui des services d'apprentissage	Crédit 1c	27 600
--	-----------	---------------

Total des transferts		383 230
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		383 230
---------------------------------------	--	----------------

Énergie atomique du Canada limitée

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 541 555 307	.....	5 760 000	1 547 315 307
Total des dépenses budgétaires	1 541 555 307	.....	5 760 000	1 547 315 307

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la gestion des Laboratoires Nucléaires Canadiens

Crédit 1c

5 760 000

Total des crédits à adopter

5 760 000

Total des dépenses budgétaires

5 760 000

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	3 454 625 573	(1 016 628)	171 916 340	3 625 525 285
5c Dépenses en capital	381 789 154	949 400	69 910 266	452 648 820
10c Subventions et contributions	741 464 616	.....	19 505 000	760 969 616
Total des crédits	4 577 879 343	(67 228)	261 331 606	4 839 143 721
Total des postes législatifs	574 803 493	.....	15 045 461	589 848 954
Total des dépenses budgétaires	5 152 682 836	(67 228)	276 377 067	5 428 992 675

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux rajustements en cours d'année du financement des services de police contractuels	Crédit 1c	137 453 548
	Crédit 5c	69 710 102
Total		207 163 650
Fonds destinés à indemniser les membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions	Crédit 10c	19 505 000
Fonds destinés aux dépenses liées à la sûreté et à la sécurité pour la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité de décembre 2022 (15e réunion de la Conférence des Parties) à Montréal (poste horizontal)	Crédit 1c	17 537 462
Fonds destinés à renforcer la capacité de sanctions et le leadership du Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	5 571 147
	Crédit 5c	200 164
Total		5 771 311
Fonds destinés à faire progresser la collecte des armes à feu de style arme d'assaut interdites (poste horizontal)	Crédit 1c	5 040 611
Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	2 382 581
Fonds destinés au programme de systèmes de défense contre les aéronefs sans pilote à bord (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	2 368 787
Fonds destinés à la réponse du Canada à la crise en Haïti (poste horizontal)	Crédit 1c	1 562 204
Total des crédits à adopter		261 331 606
Total des crédits législatifs		15 045 461

Transferts

Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer le portail Web du Programme d'indemnisation pour les armes à feu et du système de gestion des cas	Crédit 1c	(949 400)
	Crédit 5c	949 400
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention visant à indemniser les membres de la GRC pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11) (300 000 \$) à la subvention intitulée Régime de revenu versé aux survivants de la GRC	Crédit 10c	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	(67 228)
Total des transferts		(67 228)
Total des dépenses budgétaires		276 309 839

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	636 195 000	19 205 000	655 400 000
Plan de prestations des survivants de la GRC	2 586 483	300 000	2 886 483

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	483 469 308	9 535 570	493 004 878
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	86 334 185	5 509 891	91 844 076

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	75 967 220	(205 696)	.....	75 761 524
5c Subventions	1 282 254 882	1 225 000	1	1 283 479 883
Total des crédits	1 358 222 102	1 019 304	1	1 359 241 407
Total des postes législatifs	8 865 704	.....	.....	8 865 704
Total des dépenses budgétaires	1 367 087 806	1 019 304	1	1 368 107 111

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 5c 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Santé aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer les activités de recherche liées à la santé et aux changements climatiques Crédit 5c **800 000**

Transfert du ministère des Services aux Autochtones aux Instituts de recherche en santé du Canada pour l'initiative Jeunes en santé Crédit 5c **425 000**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des Subventions d'appui aux instituts (250 000 \$) aux Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel Crédit 5c

Transferts à d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et au Conseil de recherches en sciences humaines pour l'administration des opérations du Secrétariat sur la conduite responsable de la recherche Crédit 1b **(49 540)**

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines et des Instituts de recherche en santé du Canada au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour la conception d'une solution commune de gestion des subventions Crédit 1b **(156 156)**

Total des transferts

1 019 304

Total des dépenses budgétaires

1 019 305

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	1 155 176 746	1 475 001	1 156 651 747

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	717 201 672	(3 003 700)	.....	714 197 972
5c Dépenses en capital	63 452 394	3 000 000	36 036	66 488 430
10b Subventions et contributions	889 684 110	.....	.....	889 684 110
Total des crédits	1 670 338 176	(3 700)	36 036	1 670 370 512
Total des postes législatifs	2 201 366 216	.....	170 447 187	2 371 813 403
Total des dépenses budgétaires	3 871 704 392	(3 700)	170 483 223	4 042 183 915

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers Crédit 5c **36 036**

Total des crédits à adopter **36 036**

Total des crédits législatifs **170 447 187**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour appuyer le renforcement de la gouvernance nationale en matière de résistance aux antimicrobiens dans les secteurs agricoles Crédit 1c **200 000**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour répondre aux besoins du Ministère en matière d'infrastructure et de projets d'immobilisations Crédit 1c (3 000 000)

Crédit 5c 3 000 000

Total

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert Crédit 1c **(15 000)**

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au Secrétariat du Conseil du Trésor pour la mise en œuvre d'outils d'évaluation renouvelés liés à la Politique de planification et de gestion des investissements Crédit 1c **(188 700)**

Total des transferts **(3 700)**

Total des dépenses budgétaires **170 479 523**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	118 513 335	136 200 000	254 713 335
Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. 1997, ch. C-34)	113 300 000	34 247 187	147 547 187

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 591 086 507	(1 214 619)	56 340 750	1 646 212 638
5c Subventions et contributions	10 117 447 025	(7 786 881)	12 206 836	10 121 866 980
10c Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis	.....	.....	215 518 566	215 518 566
Total des crédits	11 708 533 532	(9 001 500)	284 066 152	11 983 598 184
Total des postes législatifs	82 379 082 903	.....	(28 034 603)	82 351 048 300
Total des dépenses budgétaires	94 087 616 435	(9 001 500)	256 031 549	94 334 646 484
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	161 519 650	.....	1 260 264 726	1 421 784 376
Total des dépenses non budgétaires	161 519 650	.....	1 260 264 726	1 421 784 376

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la radiation des créances dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants et des prêts canadiens aux apprentis	Crédit 10c	215 518 566
Fonds destinés à l'intégration de la Sécurité de la vieillesse dans le cadre de la Modernisation du versement des prestations (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	37 707 092
Financement destiné aux services d'aide à l'emploi offerts grâce au Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	3 656 092
	Crédit 5c	6 000 000
Total		9 656 092
Fonds destinés à un volet de formation pour les emplois durables dans le cadre de la Stratégie canadienne de formation en apprentissage	Crédit 1c	4 143 074
	Crédit 5c	5 079 932
Total		9 223 006
Fonds destinés à un nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires (poste horizontal)	Crédit 1c	5 543 622
Fonds destinés au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	1 518 488
	Crédit 5c	1 126 904
Total		2 645 392
Fonds destinés au Centre d'appels de l'inscription et de l'authentification (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	1 924 765

Financement destiné à mettre en place un Fonds de formation pour les emplois durables dans le cadre du Programme de solutions pour la main d'œuvre sectorielle	Crédit 1c	1 471 175
Fonds destinés à améliorer les mesures de validation externe de l'identité	Crédit 1c	376 442
Total des crédits à adopter		284 066 152
Total des crédits législatifs		(28 034 603)
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour les activités liées à l'Initiative de transformation de l'Apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5c	890 149
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social à l'Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité pour la réaffectation des rajustements de la rémunération	Crédit 1c	(225 000)
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au Bureau de l'infrastructure du Canada pour les rajustements de la rémunération ainsi que pour les coûts liés à la prestation de services de technologie de l'information pour la plateforme de production de rapports sur les résultats du projet Vers un chez-soi	Crédit 1c	(974 619)
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Services aux Autochtones pour l'Initiative de transformation de l'Apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5c	(3 332 300)
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer l'Apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5c	(5 344 730)
Total des transferts		(9 001 500)
Total des dépenses budgétaires		247 030 049
Dépenses non-budgétaires		
Total des crédits législatifs		1 260 264 726
Total des dépenses non-budgétaires		1 260 264 726

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	13 900 000	6 926 904	20 826 904
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	991 480 567	5 079 932	996 560 499
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	44 971 707	200 000	45 171 707

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	57 558 000 000	(437 000 000)	57 121 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	17 706 000 000	(12 000 000)	17 694 000 000
Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 937 859 143	499 201 074	2 437 060 217
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 443 970 740	30 648 045	1 474 618 785
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	1 040 000 000	(10 000 000)	1 030 000 000
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	649 000 000	1 000 000	650 000 000
Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	388 439 850	125 818 612	514 258 462
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	631 444 065	(171 957 262)	459 486 803
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	382 226 092	8 487 664	390 713 756
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	265 962 674	(72 887 482)	193 075 192
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	180 000 000	(9 000 000)	171 000 000
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	60 488 723	4 661 541	65 150 264
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	15 877 753	14 410 894	30 288 647
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	17 821 488	474 838	18 296 326
Paiements pour la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	15 869 252	(787 009)	15 082 243
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	3 811 610	939 894	4 751 504
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	347 209	(45 412)	301 797
Non budgétaire			
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	150 440 584	1 255 256 815	1 405 697 399
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	11 079 066	5 007 911	16 086 977

Ministère de l'Environnement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 196 889 718	(4 333 074)	20 889 772	1 213 446 416
5c Dépenses en capital	132 687 514	4 086 608	129 600	136 903 722
10c Subventions et contributions	1 248 696 911	6 000 000	995 047	1 255 691 958
Total des crédits	2 578 274 143	5 753 534	22 014 419	2 606 042 096
Total des postes législatifs	285 853 421	.....	2 790 072	288 643 493
Total des dépenses budgétaires	2 864 127 564	5 753 534	24 804 491	2 894 685 589

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la mise en œuvre d'un Plan d'action sur l'eau douce renforcé et à l'établissement de l'Agence canadienne de l'eau (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	15 399 333
	Crédit 5c	129 600
	Crédit 10c	780 499
Total		16 309 432
Fonds destinés à la négociation et à la mise en œuvre d'accords fondés sur les droits des Autochtones (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	2 924 999
Fonds destinés à protéger et à promouvoir la santé des populations prioritaires de baleines en péril du Canada (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	2 565 440
	Crédit 10c	134 548
Total		2 699 988
Fonds destinés à la négociation et à la mise en œuvre d'accords fondés sur les droits des Autochtones	Crédit 10c	80 000
Total des crédits à adopter		22 014 419
Total des crédits législatifs		2 790 072
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère de l'Environnement pour favoriser l'accélération de la sécurité alimentaire dans le cadre de l'initiative d'adaptation en Afrique	Crédit 10c	5 000 000
Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère de l'Environnement pour le Projet Trans Mountain - Initiative sur les effets cumulatifs en milieu terrestre	Crédit 10c	1 000 000
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère de l'Environnement pour le Centre canadien des eaux intérieures	Crédit 5c	918 534

Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer le Système de gestion et de suivi des données sur les espèces en péril	Crédit 1c	(3 168 074)
	Crédit 5c	3 168 074
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
Transfert du ministère de l'Environnement au Musée national des sciences et de la technologie pour la littérature climatique	Crédit 1c	(1 150 000)
Total des transferts		5 753 534
Total des dépenses budgétaires		30 558 025

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	22 972 500	5 000 000	27 972 500
Contributions			
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	39 767 530	1 915 047	41 682 577
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	291 279 961	80 000	291 359 961

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	130 366 242	2 790 072	133 156 314

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	694 455 558	5 000	12 965 980	707 426 538
5b	Dépenses en capital	36 407 110	.....	.....	36 407 110
10c	Subventions et contributions	5 072 500 569	.....	82 000 000	5 154 500 569
Total des crédits		5 803 363 237	5 000	94 965 980	5 898 334 217
Total des postes législatifs		205 707 361	.....	.....	205 707 361
Total des dépenses budgétaires		6 009 070 598	5 000	94 965 980	6 104 041 578
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000	.....	.....	800 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds stratégique pour l'innovation	Crédit 10c	82 000 000
Fonds destinés à l'adjudication des frais ordonné par le Tribunal de la concurrence	Crédit 1c	12 965 980

Total des crédits à adopter

94 965 980

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de l'Industrie en appui au Réseau des cadres supérieurs noirs	Crédit 1c	50 000
--	-----------	---------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Projet d'accélération des capacités	Crédit 1c	(30 000)

Total des transferts

5 000

Total des dépenses budgétaires

94 970 980

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	1 782 569 830	82 000 000	1 864 569 830

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 788 165 025	9 929 197	153 555 201	2 951 649 423
5c Dépenses en capital	29 909 148	(6 555 344)	216 362	23 570 166
10c Subventions et contributions	2 970 349 889	.....	412 735 000	3 383 084 889
Total des crédits	5 788 424 062	3 373 853	566 506 563	6 358 304 478
Total des postes législatifs	152 545 909	.....	3 290 617	155 836 526
Total des dépenses budgétaires	5 940 969 971	3 373 853	569 797 180	6 514 141 004

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Programme d'aide au logement provisoire	Crédit 10c	362 400 000
Fonds destinés à l'offre continue d'hébergement temporaire et de services de soutien aux demandeurs d'asile	Crédit 1c	103 514 572
Fonds destinés à l'Accord Canada-Québec	Crédit 10c	48 335 000
Fonds destinés à stabiliser le Programme de passeport	Crédit 1c	25 000 000
Fonds destinés au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	9 184 924
	Crédit 10c	2 000 000
Total		11 184 924
Fonds destinés à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique pour soutenir le programme des étudiants étrangers et les centres de visa, et la Fondation Asie Pacifique du Canada	Crédit 1c	10 235 189
Fonds destinés à un nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires (poste horizontal)	Crédit 1c	5 620 516
	Crédit 5c	216 362
Total		5 836 878
Total des crédits à adopter		566 506 563
Total des crédits législatifs		3 290 617
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de Services partagés Canada au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour le projet d'interopérabilité en matière d'asile	Crédit 1c	561 713
	Crédit 5c	5 383 042
Total		5 944 755

Transferts à l'interne			
Réaffectation des ressources à l'interne pour tenir compte des exigences opérationnelles	Crédit 1c	1 000 000	
	Crédit 5c	(1 000 000)	
Total			.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (95 000 000 \$) à la Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés pour l'Initiative d'aide transitoire Canada-Ukraine (Ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor – Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 10c		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le Projet d'interopérabilité en matière d'asile	Crédit 1c	7 434 753	
	Crédit 5c	(7 434 753)	
Total			.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour la Modernisation de la plateforme numérique phase 2 et 3	Crédit 1c	3 503 633	
	Crédit 5c	(3 503 633)	
Total			.....
Transferts à d'autres organisations			
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour les programmes de développement et initiatives de la communauté financière	Crédit 1c	(10 000)	
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à Services partagés Canada pour les opérations concernant la technologie de l'information du gouvernement	Crédit 1c	(324 252)	
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada pour le Centre de soutien des transporteurs aériens	Crédit 1c	(2 236 650)	
Total des transferts			3 373 853
Total des dépenses budgétaires			573 171 033

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	212 000 000	362 400 000	574 400 000
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	328 763 483	95 000 000	423 763 483
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	726 729 000	48 335 000	775 064 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	145 868 672	3 290 617	149 159 289

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	19 674 598 067	(4 047 976)	798 634 501	20 469 184 592
5c Dépenses en capital	6 072 853 558	(7 533 729)	1 128 236 527	7 193 556 356
10c Subventions et contributions	944 127 513	777 650	253 920 555	1 198 825 718
15 Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	446 727 532	.....	.....	446 727 532
Total des crédits	27 138 306 670	(10 804 055)	2 180 791 583	29 308 294 198
Total des postes législatifs	1 905 387 144	.....	58 973 904	1 964 361 048
Total des dépenses budgétaires	29 043 693 814	(10 804 055)	2 239 765 487	31 272 655 246

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au projet d'aéronef multimiissions canadien	Crédit 1c	34 522 038
	Crédit 5c	556 353 662
Total		590 875 700
Fonds destinés au projet d'Avion stratégique de transport et de ravitaillement en vol	Crédit 1c	55 982 508
	Crédit 5c	454 004 963
Total		509 987 471
Fonds destinés aux mesures d'apaisement et de dissuasion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Europe centrale et orientale (opération REASSURANCE)	Crédit 1c	239 194 478
	Crédit 5c	45 550 383
Total		284 744 861
Fonds destinés à l'aide militaire offerte à l'Ukraine	Crédit 10c	250 000 000
Fonds destinés au renouvellement des dons à l'Ukraine (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	132 300 000
Financement destiné à un certain nombre d'investissements dans la défense déjà approuvés et financés au titre du Fonds d'investissement en immobilisations	Crédit 1c	75 428 754
	Crédit 5c	7 328 081
	Crédit 10c	411 333
Total		83 168 168
Fonds destinés au projet des navires de combat de surface canadien	Crédit 1c	67 836 441
Fonds destinés à la mise en œuvre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique	Crédit 1c	41 786 455
	Crédit 10c	3 000 000
Total		44 786 455

Fonds destinés aux services internes et aux phases de prédéfinition des projets relatifs à la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord	Crédit 1c	41 704 445
Fonds destinés à améliorer et à renforcer les capacités numériques des Forces armées canadiennes (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	34 039 388
	Crédit 5c	7 286 881
Total		41 326 269
Fonds destiné à l'étape de mise en œuvre du projet de système d'aéronef télépilote	Crédit 1c	847 413
	Crédit 5c	40 282 049
Total		41 129 462
Fonds destinés à la contribution militaire du Canada pour soutenir la stabilité au Moyen-Orient (opération IMPACT)	Crédit 1c	31 715 011
	Crédit 5c	2 000 000
Total		33 715 011
Fonds destinés à renforcer le soutien du Canada à l'Ukraine (opération UNIFIER)	Crédit 1c	14 849 859
	Crédit 5c	500 000
Total		15 349 859
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5c	14 930 508
Fonds destinés aux opérations de sécurité maritime et de lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient (opération ARTEMIS)	Crédit 1c	10 543 919
Fonds destinés à l'Entente de règlement définitive des recours collectifs Heyder et Beattie	Crédit 1c	8 000 000
Fonds destinés à la réponse du Canada à la crise en Haïti (poste horizontal)	Crédit 1c	6 765 000
Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	2 174 333
Fonds destinés à mettre sur pied le Centre d'excellence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour le changement climatique et la sécurité (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	642 133
	Crédit 10c	509 222
Total		1 151 355
Réinvestissement des redevances de propriété intellectuelle	Crédit 1c	302 326
Total des crédits à adopter		2 180 791 583
Total des crédits législatifs		58 973 904
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère de la Défense nationale et à la Commission de la capitale nationale pour les projets menés dans le cadre du programme 2 milliards d'arbres	Crédit 1c	200 000
Transfert du Conseil national de recherches du Canada au ministère de la Défense nationale pour les projets menés dans le cadre de l'Initiative de recherche et de développement en quantique	Crédit 1c	36 000
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de la Défense nationale et au ministère des Pêches et des Océans pour appuyer les projets qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités du gouvernement fédéral	Crédit 1c	30 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour les unités temporaires de traitement de l'eau pour la Ville de Saguenay	Crédit 1c	(777 650)
	Crédit 10c	777 650
Total		.....

Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère de la Justice pour le recours collectif concernant la purge LGBT	Crédit 1c	(145 185)
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère du Patrimoine canadien pour la production d'un documentaire de commémoration du 100e anniversaire de l'Aviation royale canadienne	Crédit 5c	(175 000)
Transfert du ministère de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour la prestation des services de soutien à la gestion de l'information et aux technologies de l'information	Crédit 1c	(3 376 141)
	Crédit 5c	(7 358 729)
Total		(10 734 870)
Total des transferts		(10 804 055)
Total des dépenses budgétaires		2 228 961 432

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires	519 189 000	253 000 000	772 189 000
Unités temporaires de traitement de l'eau pour la Ville de Saguenay	.....	777 650	777 650
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Autres activités de l'OTAN	4 200 000	509 222	4 709 222
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations	35 538 667	411 333	35 950 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 573 858 690	48 145 297	1 622 003 987
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	330 763 754	10 828 607	341 592 361

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	47 966 211	.....	.....	47 966 211
5c Subventions et contributions	361 995 075	117 046	12 863 822	374 975 943
Total des crédits	409 961 286	117 046	12 863 822	422 942 154
Total des postes législatifs	4 757 787	.....	.....	4 757 787
Total des dépenses budgétaires	414 719 073	117 046	12 863 822	427 699 941

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à appuyer le développement économique des Prairies Crédit 5c **12 863 822**

Total des crédits à adopter

12 863 822

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique au ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien pour le Fonds de prêts pour l'entrepreneuriat des communautés noires Crédit 5c **117 046**

Total des transferts

117 046

Total des dépenses budgétaires

12 980 868

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	218 165 425	10 408 104	228 573 529
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	117 314 966	2 572 764	119 887 730

Ministère de la Justice

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	337 537 459	315 185	.....	337 852 644
5c Subventions et contributions	662 365 391	.....	29 300 000	691 665 391
Total des crédits	999 902 850	315 185	29 300 000	1 029 518 035
Total des postes législatifs	99 892 176	.....	.....	99 892 176
Total des dépenses budgétaires	1 099 795 026	315 185	29 300 000	1 129 410 211

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	Crédit 5c	28 100 000
--	-----------	-------------------

Fonds destinés au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 5c	1 200 000
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		29 300 000
------------------------------------	--	-------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de la Justice pour la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme	Crédit 1c	190 000
--	-----------	----------------

Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère de la Justice pour le recours collectif concernant la purge LGBT	Crédit 1c	145 185
--	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Projet d'accélération des capacités	Crédit 1c	(10 000)
---	-----------	-----------------

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour les programmes de développement et initiatives de la communauté financière	Crédit 1c	(10 000)
---	-----------	-----------------

Total des transferts		315 185
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		29 615 185
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	55 000 000	28 100 000	83 100 000
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	12 495 523	1 200 000	13 695 523

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 373 387 609	2 449 808	2 115 291	1 377 952 708
5b Dépenses en capital	33 754 323	.....	.....	33 754 323
10c Subventions et contributions	5 505 148 212	(1 550 000)	1 599 999	5 505 198 211
Total des crédits	6 912 290 144	899 808	3 715 290	6 916 905 242
Total des postes législatifs	528 398 090	.....	475 599	528 873 689
Total des dépenses budgétaires	7 440 688 234	899 808	4 190 889	7 445 778 931

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à appuyer l'élaboration d'un système modernisé de données sur la santé pour les Canadiens (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	2 115 291
--	-----------	------------------

Fonds destinés au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 10c	1 599 999
--	------------	------------------

Total des crédits à adopter		3 715 290
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		475 599
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de la Santé pour appuyer l'Équipe de mobilisation et d'avancement axé sur des Noirs des Services d'aide aux employés	Crédit 1c	1 960 916
---	-----------	------------------

Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère de la Santé afin d'effectuer des analyses microbiologiques et physico-chimiques de l'eau potable dans les collectivités des Premières Nations	Crédit 1c	543 892
--	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
---	-----------	-----------------

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer le cadre normalisé d'évaluation de la santé numérique de l'Organisation de coopération et de développement économiques	Crédit 1c	(40 000)
--	-----------	-----------------

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer l'Organisation mondiale de la santé dans la promotion de systèmes de santé résilients aux changements climatiques et à faible émission de carbone	Crédit 10c	(750 000)
---	------------	------------------

Transfert du ministère de la Santé aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer les activités de recherche liées à la santé et aux changements climatiques	Crédit 10c	(800 000)
--	------------	------------------

Total des transferts		899 808
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		5 090 697
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme pour les langues officielles en santé	37 400 000	1 599 999	38 999 999

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	137 645 799	475 599	138 121 398

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	246 344 309	(515 000)	16 418 570	262 247 879
5c Subventions et contributions	2 502 775 847	.....	203 638 708	2 706 414 555
Total des crédits	2 749 120 156	(515 000)	220 057 278	2 968 662 434
Total des postes législatifs	22 479 223	.....	2 965 950	25 445 173
Total des dépenses budgétaires	2 771 599 379	(515 000)	223 023 228	2 994 107 607

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au versement d'une contribution à la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour la construction d'un nouvel établissement correctionnel pour adultes	Crédit 5c	150 000 000
Fonds destinés aux dépenses liées à la sûreté et à la sécurité pour la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité de décembre 2022 (15e réunion de la Conférence des Parties) à Montréal (poste horizontal)	Crédit 1c	114 500
	Crédit 5c	48 040 500
Total		48 155 000
Fonds destinés à faire progresser la collecte des armes à feu de style arme d'assaut interdites (poste horizontal)	Crédit 1c	12 549 991
Fonds destinés au versement d'un montant équivalant aux dons recueillis par la Croix-Rouge canadienne en raison des feux de forêt de l'Alberta en 2023	Crédit 5c	5 598 208
Fonds destinés à la mise en œuvre des modifications au <i>Code criminel</i> afin de créer un régime d'autorisation permettant l'assistance et d'autres activités dans les zones contrôlées par des entités terroristes (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	1 821 886
Fonds destinés à mettre en œuvre des exigences en matière d'établissement de rapports annuels en vertu de la <i>Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement</i>	Crédit 1c	1 780 660
Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	151 533
Total des crédits à adopter		220 057 278
Total des crédits législatifs		2 965 950
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)

Transfert du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour appuyer la création d'un régime d'autorisation permettant l'assistance et d'autres activités dans les zones contrôlées par des entités terroristes	Crédit 1c	(500 000)
Total des transferts		(515 000)
Total des dépenses budgétaires		222 508 228

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contribution pour le projet de nouveau centre pénitentiaire pour adultes à Terre-Neuve-et-Labrador	.....	150 000 000	150 000 000
Cadre sur les coûts de sécurité des événements internationaux d'envergure	11 411 000	48 040 500	59 451 500
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	16 287 309	5 598 208	21 885 517

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22 384 523	2 965 950	25 350 473

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
		(dollars)			
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	2 186 685 987	8 515 231	115 087 858	2 310 289 076
5c	Dépenses en capital	219 903 118	15 000 000	11 729 170	246 632 288
10c	Subventions et contributions	5 661 915 316	(30 765 693)	45 531 285	5 676 680 908
15c	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	102 536 000	.....	5 246 011	107 782 011
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	1	.....	.....	1
Total des crédits		8 171 040 422	(7 250 462)	177 594 324	8 341 384 284
Total des postes législatifs		376 197 484	.....	15 084 130	391 281 614
Total des dépenses budgétaires		8 547 237 906	(7 250 462)	192 678 454	8 732 665 898
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L30	Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	201 000 000	.....	.....	201 000 000
Total des dépenses non budgétaires		201 000 000	.....	.....	201 000 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à couvrir les coûts additionnels liés à l'inflation sur les indemnités sur le service extérieur, sur les salaires et avantages sociaux des employés recrutés sur place et les fluctuations monétaires pour les opérations à l'étranger, et l'augmentation et les fluctuations monétaires des paiements de quotes-parts	Crédit 1c	60 103 244
	Crédit 10c	39 453 535
	Crédit 15c	5 246 011

Total 104 802 790

Fonds destinés à la réponse du Canada à la crise en Haïti (poste horizontal)	Crédit 1c	22 180 265
	Crédit 10c	6 077 750

Total 28 258 015

Fonds destinés à renforcer la capacité de sanctions et le leadership du Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	12 526 795
	Crédit 5c	3 800 000

Total 16 326 795

Fonds destinés à la tenue du Sommet Canada-CARICOM et et du Sommet des leaders nord-américains	Crédit 1c	10 872 855
Fonds destinés à mettre sur pied le Centre d'excellence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour le changement climatique et la sécurité (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c Crédit 5c	6 211 580 1 278 600
Total		7 490 180
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5c	6 650 570
Fonds destinés au renouvellement de l'initiative Femmes d'affaires en commerce international	Crédit 1c	1 701 920
Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	1 491 199
Total des crédits à adopter		177 594 324
Total des crédits législatifs		15 084 130
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	2 667 228
Transfert du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour appuyer la création d'un régime d'autorisation permettant l'assistance et d'autres activités dans les zones contrôlées par des entités terroristes	Crédit 1c	500 000
Transfert du Centre de la sécurité des télécommunications au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien administratif au personnel du ministère travaillant dans les bureaux de liaison à l'étranger	Crédit 1c	142 310
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des subventions pour couvrir l'augmentation des coûts des indemnités de service extérieur, des salaires et avantages sociaux des employés recrutés sur place, et des missions à l'étranger	Crédit 1c Crédit 10c	4 215 693 (4 215 693)
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le projet de transformation des subventions et contributions	Crédit 1c Crédit 5c Crédit 10c	5 000 000 15 000 000 (20 000 000)
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (12 600 000 \$) et des dépenses de fonctionnement (950 000 \$) aux Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	Crédit 1c Crédit 10c	(950 000) 950 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour les programmes de développement et initiatives de la communauté financière	Crédit 1c	(10 000)
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Conseil de la nation Ktunaxa, l'Alliance de la nation Okanagan et le Conseil tribal de la Nation Shuswap pour appuyer les activités de consultation et d'engagement liées au Traité du fleuve Columbia	Crédit 1c	(1 035 000)

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à la Société du Centre national des Arts pour la participation du Canada à l'Exposition universelle 2025 d'Osaka	Crédit 1c	(2 000 000)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Ressources naturelles pour appuyer le Partenariat des dirigeants pour les forêts et le climat	Crédit 10c	(2 500 000)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère de l'Environnement pour favoriser l'accélération de la sécurité alimentaire dans le cadre de l'initiative d'adaptation en Afrique	Crédit 10c	(5 000 000)
Total des transferts		(7 250 462)
Total des dépenses budgétaires		185 427 992

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	150 776 040	6 077 750	156 853 790
Contributions			
Paiements de quotes-parts aux organisations internationales :			
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (169 581 353 \$US)	216 964 079	12 416 533	229 380 612
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – Administration civile (26 525 038 euros)	34 855 228	7 384 651	42 239 879
Organisation des Nations Unies (81 468 000 \$US)	104 230 975	3 401 999	107 632 974
Organisation panaméricaine de la santé (12 611 115 \$US)	16 134 788	3 138 011	19 272 799
Organisation de coopération et de développement économiques (10 926 240 euros)	14 357 627	2 608 641	16 966 268
Organisation de l'aviation civile internationale	2 822 746	1 766 613	4 589 359
Organisation mondiale du commerce (4 909 797 francs suisses)	6 625 968	1 621 210	8 247 178
Agence internationale de l'énergie atomique (9 029 804 euros) (1 475 590 \$US)	13 753 498	1 489 853	15 243 351
Cour pénale internationale (7 996 784 euros)	10 508 174	1 333 464	11 841 638
Organisation internationale du travail (10 516 000 francs suisses)	14 191 765	774 474	14 966 239
Organisation mondiale de la santé (7 198 008 francs suisses) (7 544 331 \$US)	19 366 295	469 870	19 836 165
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (5 376 396 \$US) (4 003 309 euros)	12 139 162	436 464	12 575 626
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2 032 537 \$US) (1 485 603 euros)	4 552 603	420 947	4 973 550
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (7 657 532 euros)	10 062 378	342 524	10 404 902
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2 001 481 euros)	2 630 046	333 747	2 963 793
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 600 000 \$US) (5 300 000 euros)	16 687 981	252 038	16 940 019
Agence internationale de l'énergie (930 945 euros)	1 223 307	230 580	1 453 887
Centre international de Recherche sur le Cancer (884 194 euros)	1 161 875	139 682	1 301 557
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 691 055 \$US)	2 163 552	133 237	2 296 789
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (580 640 euros)	762 990	96 822	859 812
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (479 947 francs suisses)	647 708	94 814	742 522
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (825 463 euros)	1 084 700	91 593	1 176 293
Tribunal international du droit de la mer (430 691 euros)	565 950	61 785	627 735
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (759 903 \$US)	972 229	59 874	1 032 103
Organisation mondiale des douanes (350 358 euros)	460 389	54 862	515 251

Organisation maritime internationale (243 750 livres sterling)	382 228	35 952	418 180
Convention sur la diversité biologique (429 938 \$US)	550 067	33 875	583 942
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (145 897 euros)	191 715	32 292	224 007
Autorité internationale des fonds marins (405 222 \$US)	518 445	31 928	550 373
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (161 427 euros)	212 122	29 060	241 182
Entente de Wassenaar (70 954 euros)	93 238	23 009	116 247
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (288 000 \$US)	368 471	22 421	390 892
Agence internationale pour l'énergie renouvelable (665 047 \$US)	850 867	17 815	868 682
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (214 530 \$US)	274 472	16 903	291 375
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (184 270 \$US)	235 757	14 519	250 276
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (170 256 \$US)	217 829	13 416	231 245
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (142 772 \$US)	182 664	11 249	193 913
Cour permanente d'arbitrage (55 915 euros)	73 475	9 324	82 799
Organisations internationales de produits de base (30 738 euros)	40 392	5 127	45 519
Commission internationale d'établissement des faits (11 579 francs suisses)	15 625	2 357	17 982

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	133 938 816	15 084 130	149 022 946

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 421 949 192	(52 678 200)	.....	1 369 270 992
5c Subventions et contributions	4 601 645 180	55 629 000	16 584 000	4 673 858 180
Total des crédits	6 023 594 372	2 950 800	16 584 000	6 043 129 172
Total des postes législatifs	51 299 817	.....	.....	51 299 817
Total des dépenses budgétaires	6 074 894 189	2 950 800	16 584 000	6 094 428 989

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux programmes et aux services axés sur la demande qui offrent un soutien aux anciens combattants admissibles et à leur famille

Crédit 5c **14 084 000**

Fonds destinés aux initiatives commémoratives visant à honorer les anciens combattants

Crédit 5c **2 500 000**

Total des crédits à adopter **16 584 000**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) au ministère des Anciens combattants pour la prestation d'excellents services aux anciens combattants en permettant de réduire les arriérés et d'améliorer les normes de service

Crédit 1c **2 965 800**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne aux subventions pour les programmes et les services axés sur la demande qui offrent du soutien aux anciens combattants admissibles et à leur famille

Crédit 1c (55 629 000)

Crédit 5c 55 629 000

Total

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (4 319 000 \$) à la subvention intitulée Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire pour les programmes et les services axés sur la demande qui offrent du soutien aux anciens combattants admissibles et à leur famille

Crédit 5c

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert

Crédit 1c **(15 000)**

Total des transferts **2 950 800**

Total des dépenses budgétaires **19 534 800**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnité pour souffrance et douleur	1 579 661 000	42 845 000	1 622 506 000
Entretien ménager et entretien du terrain	281 454 000	19 339 000	300 793 000
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	274 510 000	13 540 000	288 050 000
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	5 000 000	5 000 000	10 000 000
Allocation pour études et formation	33 226 000	803 000	34 029 000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	11 600 000	800 000	12 400 000
Indemnité pour blessure grave	1 700 000	500 000	2 200 000
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	2 440 000	323 000	2 763 000
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	978 000	322 000	1 300 000
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	2 784 000	111 000	2 895 000
Prestation de remplacement du revenu	1 245 159 000	17 000	1 245 176 000
Contributions			
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	4 885 000	2 500 000	7 385 000

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses du programme	429 577 921	..... 8 939 529	438 517 450
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	1
Total des crédits		429 577 922	..... 8 939 529	438 517 451
Total des postes législatifs		131 792 408 847	..... 3 815 019 671	135 607 428 518
Total des dépenses budgétaires		132 221 986 769	..... 3 823 959 200	136 045 945 969
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		.....	..... 1 390 000 000	1 390 000 000
Total des dépenses non budgétaires		.....	..... 1 390 000 000	1 390 000 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la mobilisation des Autochtones dans le cadre du réseau de Trans Mountain	Crédit 1c	8 000 000
Fonds destinés à renforcer la capacité de sanctions et le leadership du Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	939 529
Total des crédits à adopter		8 939 529
Total des crédits législatifs		3 815 019 671
Total des dépenses budgétaires		3 823 959 200

Dépenses non-budgétaires

Total des crédits législatifs	1 390 000 000
Total des dépenses non-budgétaires	1 390 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme d'aide financière aux participants autochtones	8 000 000	8 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	33 676 000 000	3 161 000 000	36 837 000 000
Autres frais d'intérêts	4 874 000 000	1 000 000	4 875 000 000
Stabilisation Fiscale (partie II – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	. . . . .	576 511 311	576 511 311
Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	83 000 000	(1 000 000)	82 000 000
Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>)	42 639 341	1 946 620	44 585 961
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 504 920	171 390	16 676 310
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 293 513 000)	13 759 350	(1 279 753 650)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(5 857 512 000)	61 631 000	(5 795 881 000)
Non budgétaire			
Paiement pour l'acquisition d'actions du Fonds de croissance du Canada en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2022</i>	. . . . .	1 390 000 000	1 390 000 000

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 283 897 722	3 040 607	46 761 062	2 333 699 391
5c Dépenses en capital	1 710 025 841	(918 534)	115 000	1 709 222 307
10c Subventions et contributions	724 779 725	250 000	50 575 637	775 605 362
Total des crédits	4 718 703 288	2 372 073	97 451 699	4 818 527 060
Total des postes législatifs	202 263 984	.....	2 479 327	204 743 311
Total des dépenses budgétaires	4 920 967 272	2 372 073	99 931 026	5 023 270 371

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'initiative de la mer des Salish	Crédit 10c	50 000 000
Fonds destinés à l'augmentation du coût du carburant dans le secteur maritime	Crédit 1c	30 000 000
Fonds destinés à protéger et à promouvoir la santé des populations prioritaires de baleines en péril du Canada (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	10 905 782
	Crédit 5c	115 000
	Crédit 10c	575 637
Total		11 596 419
Fonds destinés aux exigences fondamentales de la future flotte de la Garde côtière canadienne (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	4 501 287
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires	Crédit 1c	780 895
Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	573 098

Total des crédits à adopter

97 451 699

Total des crédits législatifs

2 479 327

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère des Pêches et des Océans pour la rénovation de l'édifice Murray à l'Institut océanographique de Bedford	Crédit 1c	2 901 607
Transfert du ministère des Transports au ministère des Pêches et des Océans pour appuyer les programmes visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	Crédit 10c	250 000
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de la Défense nationale et au ministère des Pêches et des Océans pour appuyer les projets qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités du gouvernement fédéral	Crédit 1c	164 000

Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour les programmes de développement et initiatives de la communauté financière	Crédit 1c	(10 000)
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère de l'Environnement pour le Centre canadien des eaux intérieures	Crédit 5c	(918 534)
Total des transferts		2 372 073
Total des dépenses budgétaires		102 303 099

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention à l'Indigenous Coastal Waters Stewardship Society	.....	50 000 000	50 000 000
Contributions			
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	50 502 480	376 637	50 879 117
Contributions à l'appui des espèces et de l'habitat aquatiques	163 166 034	250 000	163 416 034
Contributions à l'appui de la recherche scientifique sur les écosystèmes et les océans	31 052 478	199 000	31 251 478

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	202 169 284	2 479 327	204 648 611

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
		(dollars)			
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	11 548 096 152	(9 181 645)	2 800 600	11 541 715 107
5c	Dépenses en capital	223 751	173 545	.....	397 296
10c	Subventions et contributions	14 888 623 578	17 188 303	12 491 284	14 918 303 165
Total des crédits		26 436 943 481	8 180 203	15 291 884	26 460 415 568
Total des postes législatifs		36 917 749	.....	437 778	37 355 527
Total des dépenses budgétaires		26 473 861 230	8 180 203	15 729 662	26 497 771 095
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	.....	.....	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires		25 903 000	.....	.....	25 903 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la satisfaction des besoins urgents en capacité des organisations autochtones des Territoires du Nord Ouest en raison des feux de forêt	Crédit 10c	9 000 000
Fonds destinés à soutenir de solides relations intergouvernementales avec les partenaires autochtones signataires de traités modernes et d'ententes sur l'autonomie gouvernementale pour faire progresser la mise en œuvre des mesures prévues dans le Plan d'action 2023-2028 découlant de la <i>Loi sur la Déclaration des Nations Unies</i>	Crédit 10c	2 500 000
Fonds destinés à l'avancement des mesures du Plan d'action de la <i>Loi sur la Déclaration des Nations Unies 2023-2028</i> (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	1 817 300
Fonds destinés à la mise en œuvre continue du Plan d'action national visant à mettre fin à la violence contre les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQI+ autochtones disparues et assassinées (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	983 300
	Crédit 10c	120 000
Total		1 103 300
Fonds destinés au maintien des familles et des survivantes au centre de de la mise en œuvre du Plan d'action national et de la Voie fédérale (budget fédéral de 2023)	Crédit 10c	871 284
Total des crédits à adopter		15 291 884
Total des crédits législatifs		437 778
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer l'Apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10c	5 344 730

Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord destiné à l'aide au revenu pour les gouvernements autochtones autonomes du Yukon	Crédit 10c	1 704 400
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Conseil de la nation Ktunaxa, l'Alliance de la nation Okanagan et le Conseil tribal de la Nation Shuswap pour appuyer les activités de consultation et d'engagement liées au Traité du fleuve Columbia	Crédit 10c	1 035 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer les gouvernements autochtones autonomes du Yukon dans la prévention de la violence familiale	Crédit 10c	104 173
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour terminer les travaux d'achèvement et le rapport de clôture du projet de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	Crédit 1c	(173 545)
	Crédit 5c	173 545
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour compenser les pressions liées aux appels à l'action 74 à 76	Crédit 1c	(4 000 000)
	Crédit 10c	4 000 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour compenser les pressions liées au Programme de Nutrition Nord Canada	Crédit 1c	(5 000 000)
	Crédit 10c	5 000 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Projet d'accélération des capacités	Crédit 1c	(8 100)
Total des transferts		8 180 203
Total des dépenses budgétaires		23 909 865

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 920 379 537	5 873 906	1 926 253 443
Contributions			
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	13 719 254	9 000 000	22 719 254
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	139 909 230	5 000 000	144 909 230
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	72 190 133	4 490 284	76 680 417
Contributions visant à aborder l'héritage des pensionnats indiens	89 109 795	4 000 000	93 109 795
Contributions pour la Nation métisse pour l'apprentissage et la garde de jeunes enfants	97 547 021	1 279 397	98 826 418
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	118 833 832	36 000	118 869 832

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <small>(dollars)</small>	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 721 643	437 778	31 159 421

Ministère des Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	944 326 224	(7 991 607)	5 049 850	941 384 467
5c Dépenses en capital	50 135 783	4 625 000	95 168	54 855 951
10c Subventions et contributions	2 771 511 099	1 500 000	40 040 000	2 813 051 099
Total des crédits	3 765 973 106	(1 866 607)	45 185 018	3 809 291 517
Total des postes législatifs	1 791 887 808	.....	306 580	1 792 194 388
Total des dépenses budgétaires	5 557 860 914	(1 866 607)	45 491 598	5 601 485 905

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à améliorer le programme pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe	Crédit 10c	40 000 000
Fonds destinés au programme de pré-développement de l'énergie éolienne extracôtière (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	3 108 596
	Crédit 10c	40 000
Total		3 148 596
Fonds destinés à améliorer le programme sur les explosifs (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	1 941 254
	Crédit 5c	95 168
Total		2 036 422
Total des crédits à adopter		45 185 018
Total des crédits législatifs		306 580
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Ressources naturelles pour appuyer le Partenariat des dirigeants pour les forêts et le climat	Crédit 10c	2 500 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour répondre aux exigences relatives à l'acquisition d'immobilisations liées à des biens immobiliers	Crédit 1c	(2 400 000)
	Crédit 5c	2 400 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour l'acquisition de véhicules pour la flotte et l'entretien des installations dans les régions	Crédit 1c	(1 975 000)
	Crédit 5c	1 975 000
Total		.....

Réaffectation des ressources à l'interne à l'appui des systèmes de technologie de l'information dans le cadre du Programme d'alerte sismique précoce	Crédit 1c	(250 000)
	Crédit 5c	250 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère de la Défense nationale et à la Commission de la capitale nationale pour les projets menés dans le cadre du programme 2 milliards d'arbres	Crédit 1c	(450 000)
Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère de l'Environnement pour le Projet Trans Mountain - Initiative sur les effets cumulatifs en milieu terrestre	Crédit 10c	(1 000 000)
Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère des Pêches et des Océans pour la rénovation de l'édifice Murray à l'Institut océanographique de Bedford	Crédit 1c	(2 901 607)
Total des transferts		(1 866 607)
Total des dépenses budgétaires		43 624 991

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de rénovations maisons	837 722 500	40 000 000	877 722 500
Subventions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	825 000	2 500 000	3 325 000
Subventions à l'appui du programme de pré-développement de l'énergie éolienne extracôtière	.....	40 000	40 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 159 794	306 580	78 466 374

Ministère des Services aux Autochtones

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	27 482 298 044	(28 458 892)	119 764 036	27 573 603 188
5b Dépenses en capital	10 822 501	.....	.....	10 822 501
10c Subventions et contributions	17 971 067 564	31 443 320	1 919 246 153	19 921 757 037
15c Autorisation d'augmenter les garanties d'emprunt ministérielles	.....	.....	1	1
Total des crédits	45 464 188 109	2 984 428	2 039 010 190	47 506 182 727
Total des postes législatifs	152 710 215	.....	3 747 357	156 457 572
Total des dépenses budgétaires	45 616 898 324	2 984 428	2 042 757 547	47 662 640 299

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à poursuivre la mise en œuvre des réformes du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations	Crédit 1c	2 120 900
	Crédit 10c	815 931 260
Total		818 052 160
Fonds destinés à la poursuite de la mise en œuvre du principe de Jordan	Crédit 1c	117 523 388
	Crédit 10c	686 400 000
Total		803 923 388
Fonds destinés au Programme d'aide à la gestion des urgences	Crédit 10c	260 000 000
Fonds destinés à l'éducation primaire et secondaire des Premières Nations dans les réserves	Crédit 10c	55 000 000
Fonds destinés à l'ajustement de la subvention de la nouvelle relation financière pour tenir compte de l'inflation et de la croissance de la population	Crédit 10c	29 963 889
Fonds destinés à l'Autorité sanitaire de la région de Weeneebayko	Crédit 10c	28 910 300
Fonds destinés à la prestation de soins de santé aux enfants des Premières Nations et des Inuit	Crédit 1c	119 748
	Crédit 10c	20 393 800
Total		20 513 548
Fonds destinés au Programme d'entrepreneuriat autochtone et aux sociétés métisses de financement	Crédit 10c	9 221 500
Fonds destinés à l'Initiative : Voies vers des communautés autochtones sûres (budget fédéral de 2023)	Crédit 10c	8 000 000
Fonds destinés au bien-être mental et aux activités de planification préalable aux immobilisations des infrastructures de santé dans la Nation crie de James Smith (budget fédéral de 2023)	Crédit 10c	5 425 404

Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 15c	1
Total des crédits à adopter		2 039 010 190
Total des crédits législatifs		3 747 357
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Services aux Autochtones pour l'Initiative de transformation de l'Apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10c	3 332 300
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Services aux Autochtones pour l'Initiative nationale d'approvisionnement auprès des Autochtones	Crédit 10c	2 324 593
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère des Services aux Autochtones pour le programme Commémoration Canada	Crédit 10c	120 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne liées à la rémunération et à la réforme du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et de l'Initiative du principe de Jordan	Crédit 1c	(27 900 000)
	Crédit 10c	27 900 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le Programme des services de santé non assurés	Crédit 1c	15 000 000
	Crédit 10c	(15 000 000)
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le Programme d'aides au revenu	Crédit 1c	(15 000 000)
	Crédit 10c	15 000 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	(15 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer les gouvernements autochtones autonomes du Yukon dans la prévention de la violence familiale	Crédit 10c	(104 173)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones aux Instituts de recherche en santé du Canada pour l'initiative Jeunes en santé	Crédit 10c	(425 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère de la Santé afin d'effectuer des analyses microbiologiques et physico-chimiques de l'eau potable dans les collectivités des Premières Nations	Crédit 1c	(543 892)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord destiné à l'aide au revenu pour les gouvernements autochtones autonomes du Yukon	Crédit 10c	(1 704 400)
Total des transferts		2 984 428
Total des dépenses budgétaires		2 045 741 975

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations régies par la <i>Loi sur les Indiens</i>	1 648 666 867	29 963 889	1 678 630 756
Contributions			
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	2 158 743 557	739 625 758	2 898 369 315
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	2 736 446 296	606 531 260	3 342 977 556
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	316 616 378	260 000 000	576 616 378
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	2 969 392 984	209 400 000	3 178 792 984
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	2 568 330 265	55 000 000	2 623 330 265
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	1 175 899 576	31 311 046	1 207 210 622
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	1 312 466 166	13 295 600	1 325 761 766
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	329 269 522	9 221 500	338 491 022
Contributions à l'initiative des Voies pour la sécurité des communautés autochtones	50 098 465	8 000 000	58 098 465
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	24 698 542	2 324 593	27 023 135
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	143 236 479	1 120 000	144 356 479

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	116 132 847	3 747 357	119 880 204

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 223 486 154	(5 616 853)	18 359 503	1 236 228 804
5c Dépenses en capital	285 912 496	.....	2 156 158	288 068 654
10c Subventions et contributions	2 450 252 147	4 438 053	2 880 000	2 457 570 200
Total des crédits	3 959 650 797	(1 178 800)	23 395 661	3 981 867 658
Total des postes législatifs	264 143 604	.....	2 166 534	266 310 138
Total des dépenses budgétaires	4 223 794 401	(1 178 800)	25 562 195	4 248 177 796

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à protéger et à promouvoir la santé des populations prioritaires de baleines en péril du Canada (budget fédéral de 2023) (poste horizontal) Crédit 1c 16 978 694

Crédit 5c 2 156 158

Crédit 10c 380 000

Total

19 514 852

Fonds destinés à la mise en œuvre du Programme des corridors maritimes verts (budget fédéral de 2023) Crédit 1c 1 305 652

Crédit 10c 2 500 000

Total

3 805 652

Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal) Crédit 1c **75 157**

Total des crédits à adopter

23 395 661

Total des crédits législatifs

2 166 534

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour favoriser les partenariats avec les Autochtones dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de protection des océans Crédit 1c (4 688 053)

Crédit 10c 4 688 053

Total

.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère des Transports au ministère des Pêches et des Océans pour appuyer les programmes visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones Crédit 10c **(250 000)**

Transfert du ministère des Transports au Conseil national de recherches du Canada pour le projet de système autonome de mesure de la géométrie de la voie Crédit 1c **(928 800)**

Total des transferts

(1 178 800)

Total des dépenses budgétaires

24 383 395

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme des corridors maritimes verts	. . . . .	2 500 000	2 500 000
Contributions			
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	64 130 607	4 688 053	68 818 660
Programme de lutte contre les perturbations causées par le trafic	3 150 000	380 000	3 530 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110 508 214	2 166 534	112 674 748

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	3 250 554 091	(3 142 341)	36 215 793	3 283 627 543
5c Dépenses en capital	1 725 028 754	.....	200 000 000	1 925 028 754
10b Fonds renouvelable des Services optionnels	1	.....	.....	1
Total des crédits	4 975 582 846	(3 142 341)	236 215 793	5 208 656 298
Total des postes législatifs	221 634 544	.....	30 278 060	251 912 604
Total des dépenses budgétaires	5 197 217 390	(3 142 341)	266 493 853	5 460 568 902

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux dépenses en immobilisations	Crédit 5c	200 000 000
Fonds destinés à la vision et au plan à long terme de la Cité parlementaire	Crédit 1c	14 446 997
Fonds destinés aux coûts des locaux liés à l'administration des pensions	Crédit 1c	11 554 660
Fonds destinés à la stratégie de Laboratoires Canada	Crédit 1c	5 990 926
Fonds destinés aux services d'acceptation des cartes de paiement et aux frais d'affranchissement	Crédit 1c	3 424 764
Fonds destinés à un programme de certification en cybersécurité pour les entrepreneurs de la défense (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	798 446
Total des crédits à adopter		236 215 793
Total des crédits législatifs		30 278 060

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au Secrétariat du Conseil du Trésor pour la mise en œuvre d'outils d'évaluation renouvelés liés à la Politique de planification et de gestion des investissements	Crédit 1c	(161 300)
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour le remboursement lié à une réduction des exigences en matière de locaux découlant de la fusion de centres de données	Crédit 1c	(656 448)
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Services aux Autochtones pour l'Initiative nationale d'approvisionnement auprès des Autochtones	Crédit 1c	(2 324 593)
Total des transferts		(3 142 341)
Total des dépenses budgétaires		263 351 512

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	210 156 233	178 060	210 334 293
Fonds renouvelable des Services immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	3 500 000	30 100 000	33 600 000

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	254 878 291	(1 897 519)	3 591 172	256 571 944
5c Subventions et contributions	1 898 764 501	55 000	6 171 679	1 904 991 180
Total des crédits	2 153 642 792	(1 842 519)	9 762 851	2 161 563 124
Total des postes législatifs	32 796 264	.....	665 140	33 461 404
Total des dépenses budgétaires	2 186 439 056	(1 842 519)	10 427 991	2 195 024 528

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 (budget fédéral de 2023) (poste horizontal) Crédit 1c 1 756 072

Crédit 5c 6 171 679

Total **7 927 751**

Fonds destinés à la mise en œuvre de la *Loi sur l'usage du français au sein des entreprises privées de compétence fédérale* Crédit 1c **1 835 100**

Total des crédits à adopter **9 762 851**

Total des crédits législatifs **665 140**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère du Patrimoine canadien pour la production d'un documentaire de commémoration du 100e anniversaire de l'Aviation royale canadienne Crédit 5c **175 000**

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert Crédit 1c **(15 000)**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de l'Industrie en appui au Réseau des cadres supérieurs noirs Crédit 1c **(50 000)**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère des Services aux Autochtones pour le programme Commémoration Canada Crédit 5c **(120 000)**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de la Justice pour la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme Crédit 1c **(190 000)**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour appuyer le Gala et la Fondation des Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène Crédit 1c **(350 000)**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Secrétariat du Conseil du Trésor dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 Crédit 1c **(642 519)**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada pour la Coalition pour la diversité des expressions culturelles et pour le Fonds d'urgence pour le patrimoine de l'UNESCO et le Programme numérique pour les pays en développement	Crédit 1c	(650 000)
Total des transferts		(1 842 519)
Total des dépenses budgétaires		8 585 472

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	320 511 215	5 171 679	325 682 894
Contributions au Fonds de la musique du Canada	33 899 231	1 000 000	34 899 231
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	3 994 367	55 000	4 049 367

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 591 864	665 140	31 257 004

Musée national des sciences et de la technologie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	35 426 582	1 150 000	.....	36 576 582
Total des dépenses budgétaires	35 426 582	1 150 000	.....	36 576 582

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Environnement au Musée national des sciences et de la technologie pour la littératie climatique	Crédit 1c	1 150 000
---	-----------	------------------

Total des transferts

1 150 000

Total des dépenses budgétaires

1 150 000

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	12 468 920	225 000	.....	12 693 920
5 Subventions et contributions	8 500 000	.....	.....	8 500 000
Total des crédits	20 968 920	225 000	.....	21 193 920
Total des postes législatifs	823 871	.....	.....	823 871
Total des dépenses budgétaires	21 792 791	225 000	.....	22 017 791

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social à l'Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité pour la réaffectation des rajustements de la rémunération	Crédit 1c	225 000
---	-----------	----------------

Total des transferts

225 000

Total des dépenses budgétaires

225 000

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses du programme	375 309 390	3 213 226	8 967 667	387 490 283
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	710 000 000	.....	.....	710 000 000
10b	Initiatives pangouvernementales	81 935 000	.....	.....	81 935 000
15c	Rajustements à la rémunération	.....	.....	1 171 701 202	1 171 701 202
20c	Assurances de la fonction publique	3 771 494 022	377 188	179 303 530	3 951 174 740
25	Report du budget de fonctionnement	549 332 238	.....	.....	549 332 238
30c	Besoins en matière de rémunération	473 073 417	.....	200 000 000	673 073 417
35	Report du budget des dépenses en capital	42 593 647	.....	.....	42 593 647
Total des crédits		6 003 737 714	3 590 414	1 559 972 399	7 567 300 527
Total des postes législatifs		34 938 944	.....	678 896	35 617 840
Total des dépenses budgétaires		6 038 676 658	3 590 414	1 560 651 295	7 602 918 367

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux rajustements de la rémunération – virements aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux négociés	Crédit 15c	1 171 701 202
Besoins en matière de rémunération – Fonds pour des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale	Crédit 30c	200 000 000
Fonds destinés aux régimes et programmes d'assurance de la fonction publique	Crédit 20c	179 303 530
Fonds destinés à Plan d'action pour les fonctionnaires fédéraux noirs (budget fédéral de 2023)	Crédit 1c	4 330 184
Fonds destinés à la cybersécurité des opérations gouvernementales (poste horizontal)	Crédit 1c	2 242 998
Fonds destinés au Programme d'apprentissage mixte	Crédit 1c	1 522 425
Financement destiné à soutenir un Fonds de santé mentale pour les fonctionnaires fédéraux des communautés noires	Crédit 1c	872 060
Total des crédits à adopter		1 559 972 399
Total des crédits législatifs		678 896

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor pour les initiatives de gestion du portefeuille d'entreprise du gouvernement du Canada et de gestion des identités et des accès des clients	Crédit 1c	4 790 341
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Secrétariat du Conseil du Trésor dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028	Crédit 1c	642 519

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au Secrétariat du Conseil du Trésor pour la mise en œuvre d'outils d'évaluation renouvelés liés à la Politique de planification et de gestion des investissements	Crédit 1c	350 000
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Programme d'innovation sur les paiements de transfert	Crédit 1c	210 000
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Projet d'accélération des capacités	Crédit 1c	58 100
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour les programmes de développement et initiatives de la communauté financière	Crédit 1c	50 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour des rajustements à la rémunération	Crédit 1c	(377 188)
	Crédit 20c	377 188
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de la Défense nationale et au ministère des Pêches et des Océans pour appuyer les projets qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités du gouvernement fédéral	Crédit 1c	(194 000)
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor à l'École de la fonction publique du Canada pour le Programme avancé de leadership	Crédit 1c	(355 630)
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de la Santé pour appuyer l'Équipe de mobilisation et d'avancement axé sur des Noirs des Services d'aide aux employés	Crédit 1c	(1 960 916)
Total des transferts		3 590 414
Total des dépenses budgétaires		1 564 241 709

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 844 244	678 896	35 523 140

Service canadien du renseignement de sécurité

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	665 998 055	(2 600 000)	1 130 325	664 528 380
Total des crédits	665 998 055	(2 600 000)	1 130 325	664 528 380
Total des postes législatifs	58 642 721	.....	88 353	58 731 074
Total des dépenses budgétaires	724 640 776	(2 600 000)	1 218 678	723 259 454

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1c	636 016
Fonds destinés à répondre aux exigences de la sécurité nationale et de l'examen des activités de renseignement (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	494 309

Total des crédits à adopter **1 130 325**

Total des crédits législatifs **88 353**

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Gendarmerie royale du Canada au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	(2 600 000)
---	-----------	--------------------

Total des transferts **(2 600 000)**

Total des dépenses budgétaires **(1 381 322)**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 642 721	88 353	58 731 074

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	3 077 718 810	1 752 617	23 974 123	3 103 445 550
5c Dépenses en capital	260 202 715	(1 752 617)	10 595 696	269 045 794
10c Fonds renouvelable de CORCAN	.....	.....	1	1
Total des crédits	3 337 921 525	.....	34 569 820	3 372 491 345
Total des postes législatifs	274 730 953	.....	741 197	275 472 150
Total des dépenses budgétaires	3 612 652 478	.....	35 311 017	3 647 963 495

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à couvrir les dépenses attribuables aux changements dans le volume de la population carcérale et aux fluctuations des prix	Crédit 1c	19 821 680
Fonds destinés à l'entretien et à la réparation des établissements correctionnels	Crédit 1c	4 152 443
	Crédit 5c	10 595 696
Total		14 748 139
Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 10c	1

Total des crédits à adopter

34 569 820

Total des crédits législatifs

741 197

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour le projet de modernisation du Système de gestion des délinquants	Crédit 1c	1 752 617
	Crédit 5c	(1 752 617)

Total

.....

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

35 311 017

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	276 566 557	741 197	277 307 754

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 410 372 672	(30 182 249)	62 821 171	2 443 011 594
5c Dépenses en capital	311 838 079	18 927 853	.....	330 765 932
Total des crédits	2 722 210 751	(11 254 396)	62 821 171	2 773 777 526
Total des postes législatifs	128 707 145	.....	981 473	129 688 618
Total des dépenses budgétaires	2 850 917 896	(11 254 396)	63 802 644	2 903 466 144

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au coût de la prestation des services de base en matière de technologie de l'information

Crédit 1c 52 000 000

Fonds destinés à la cybersécurité des opérations gouvernementales (poste horizontal)

Crédit 1c 10 821 171

Total des crédits à adopter 62 821 171

Total des crédits législatifs 981 473

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour le remboursement lié à une réduction des exigences en matière de locaux découlant de la fusion de centres de données

Crédit 1c 656 448

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à Services partagés Canada pour les opérations concernant la technologie de l'information du gouvernement

Crédit 1c 324 252

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour renforcer la cybersécurité et répondre à d'autres besoins en immobilisations

Crédit 1c (25 000 000)

Crédit 5c 25 000 000

Total

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour appuyer le projet de Gestion des cotisations et des recettes de l'ASFC

Crédit 1c (810 895)

Crédit 5c (689 105)

Total (1 500 000)

Transfert de Services partagés Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor pour les initiatives de gestion du portefeuille d'entreprise du gouvernement du Canada et de gestion des identités et des accès des clients

Crédit 1c (4 790 341)

Transfert de Services partagés Canada au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour le projet d'interopérabilité en matière d'asile	Crédit 1c	(561 713)
	Crédit 5c	(5 383 042)
Total		(5 944 755)
Total des transferts		(11 254 396)
Total des dépenses budgétaires		52 548 248

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	128 707 145	981 473	129 688 618

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	6 471 179 716	.....	100 993 247	6 572 172 963
Total des crédits	6 471 179 716	.....	100 993 247	6 572 172 963
Total des postes législatifs	32 100 000	.....	(10 400 000)	21 700 000
Total des dépenses budgétaires	6 503 279 716	.....	90 593 247	6 593 872 963
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(119 838 866)	.....	.....	(119 838 866)
Total des dépenses non budgétaires	(119 838 866)	.....	.....	(119 838 866)

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'Allocation canadienne pour le logement

Crédit 1c

100 993 247

Total des crédits à adopter

100 993 247

Total des crédits législatifs

(10 400 000)

Total des dépenses budgétaires

90 593 247

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la <i>Loi sur la prestation pour logement locatif</i>	32 100 000	(10 400 000)	21 700 000

Société du Centre national des Arts

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	59 394 630	2 350 000	.....	61 744 630
Total des dépenses budgétaires	59 394 630	2 350 000	.....	61 744 630

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à la Société du Centre national des Arts pour la participation du Canada à l'Exposition universelle 2025 d'Osaka	Crédit 1c	2 000 000
--	-----------	------------------

Transfert du ministère du Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour appuyer le Gala et la Fondation des Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène	Crédit 1c	350 000
--	-----------	----------------

Total des transferts

2 350 000

Total des dépenses budgétaires

2 350 000

Statistique Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	652 602 397	.....	3 243 336	655 845 733
Total des crédits	652 602 397	.....	3 243 336	655 845 733
Total des postes législatifs	93 904 432	.....	834 975	94 739 407
Total des dépenses budgétaires	746 506 829	.....	4 078 311	750 585 140

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à appuyer l'élaboration d'un système modernisé de données sur la santé pour les Canadiens (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	2 935 893
Fonds destinés au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1c	307 443
Total des crédits à adopter		3 243 336
Total des crédits législatifs		834 975
Total des dépenses budgétaires		4 078 311

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	93 904 432	834 975	94 739 407

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	21 183 378	(2 965 800)	.....	18 217 578
Total des crédits	21 183 378	(2 965 800)	.....	18 217 578
Total des postes législatifs	3 136 939	.....	.....	3 136 939
Total des dépenses budgétaires	24 320 317	(2 965 800)	.....	21 354 517

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) au ministère des Anciens combattants pour la prestation d'excellents services aux anciens combattants en permettant de réduire les arriérés et d'améliorer les normes de service

Crédit 1b

(2 965 800)

Total des transferts

(2 965 800)

Total des dépenses budgétaires

(2 965 800)

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2023-2024

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		11 200 380
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions		1
	AGENCE PARCS CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		37 286 892
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
1c	– Dépenses de fonctionnement		20 348 391
	AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT		
1c	– Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan		507 329 726
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
1c	– Dépenses du programme – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités		5 252 209
	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1c	– Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des</i>		14 170 551

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p style="text-align: center;">BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ (suite et fin)</p> <p><i>finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la formation en matière d'analyse du renseignement;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
	<p style="text-align: center;">CHAMBRE DES COMMUNES</p>		
1c	<p>– Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés</p> <p>– Contributions</p> <p>– Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités</p>		21 118 479
	<p style="text-align: center;">COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME</p>		
1c	– Paiements à la Commission		9 750 687
	<p style="text-align: center;">CONSEIL CANADIEN DES NORMES</p>		
1c	– Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>		476 635
	<p style="text-align: center;">CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES</p>		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
	<p style="text-align: center;">CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE</p>		
1c	– Dépenses de fonctionnement	852 522	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 803 968	
			2 656 490
	<p style="text-align: center;">CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA</p>		
10c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres</p>		1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
1c	– Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		5 760 000
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	171 916 340	
5c	– Dépenses en capital	69 910 266	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	19 505 000	
			261 331 606
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
5c	– Dépenses en capital		36 036
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres	56 340 750	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL (<i>suite et fin</i>)		
5c	d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	12 206 836	
10c	– Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 20 201 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> , et de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i> dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 215 518 566 \$	215 518 566	
			284 066 152
	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	20 889 772	
5c	– Dépenses en capital – Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations – Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	129 600	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	995 047	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (<i>suite et fin</i>)</p> <p>– Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services</p>		22 014 419
1c	<p>MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;</p> <p>b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;</p> <p>c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>, au Bureau du surintendant des faillites;</p> <p>d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i>, de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>;</p> <p>e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i>.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	12 965 980	
10c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	82 000 000	94 965 980
1c	<p>MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars</p>	153 555 201	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (<i>suite et fin</i>) inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Dépenses en capital	216 362	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	412 735 000	
			566 506 563
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 43 260 566 476 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 18 594 771 852 \$ deviendra payable dans les années à venir) – Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom – Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	798 634 501	
5c	– Dépenses en capital	1 128 236 527	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour : (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	253 920 555	
			2 180 791 583

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		12 863 822
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		29 300 000
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du ministère – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	2 115 291	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	1 599 999	
			3 715 290
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses en capital – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des	16 418 570	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5c	<p>MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i></p> <p>dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <ul style="list-style-type: none"> – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	203 638 708	220 057 278
1c	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux – Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes – Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	115 087 858	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT <i>(suite et fin)</i>		
5c	– Dépenses en capital	11 729 170	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	45 531 285	
	– Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.		
15c	– Paiements effectués dans le cadre :	5 246 011	
	a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;		
	b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.		
			177 594 324
	MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		16 584 000
	– Contributions		
	MINISTÈRE DES FINANCES		
1c	– Dépenses du programme		8 939 529
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS		
1c	– Dépenses de fonctionnement	46 761 062	
	– Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	– Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	– Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS <i>(suite et fin)</i>		
	la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	– Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d’arrimage et d’autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d’autres gouvernements en lien avec l’exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Dépenses en capital	115 000	
	– Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
10c	– Autorisation d’acheter des bateaux de pêche commerciale et d’en disposer	50 575 637	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice		
	– Contributions		
			97 451 699
	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		
1c	– Dépenses de fonctionnement	2 800 600	
	– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	– Autorisation d’effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l’égard de celles-ci		
	– Autorisation d’affecter des fonds dans le cadre d’activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l’approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l’électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n’ont pas accès aux sources alternatives locales d’approvisionnement		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD <i>(suite et fin)</i></p> <p>ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
10c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	12 491 284	
			15 291 884
	<p>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES</p>		
1c	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;</p> <p>b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>;</p> <p>c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);</p> <p>d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;</p> <p>e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	5 049 850	
5c	<p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <p>– Dépenses en capital</p>	95 168	
10c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	40 040 000	
			45 185 018
	<p>MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES</p>		
1c	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel</p> <p>– Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci</p> <p>– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel</p> <p>– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès</p>	119 764 036	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES (<i>suite et fin</i>)		
	aux sources alternatives locales d’approvisionnement		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice	1 919 246 153	
	– Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		
15c	– Autorisation, pour l’application de l’article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> et conformément au crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi no 3 de 1972 portant affectation de crédits</i> , de porter de 2 200 000 000 \$ à 3 000 000 000 \$ le montant des prêts que le ministre des Services aux Autochtones peut garantir selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	1	
			2 039 010 190
	MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
1c	– Dépenses de fonctionnement	18 359 503	
	– Autorisation d’engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l’exercice d’une compétence en matière d’aéronautique		
	– Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l’aéronautique</i>		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Dépenses en capital	2 156 158	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice	2 880 000	
	– Contributions		
			23 395 661

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables liées à l’application du <i>Régime de pensions du Canada</i>, de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l’administration des biens saisis</i> – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	36 215 793	
5c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux – Autorisation d’effectuer des remboursements à des locataires d’immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux 	200 000 000	
			236 215 793
	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les activités de l’Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d’information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	3 591 172	
5c	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions 	6 171 679	
			9 762 851

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1c	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi et de ses autres activités – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	8 967 667	
15c	Rajustements à la rémunération – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d’augmenter tout crédit accordé pour l’exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d’État</i> , au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 171 701 202	
20c	Assurances de la fonction publique – À l’égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou d’autres ententes — ou de l’administration de ces programmes ou ententes —, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses – Autorisation d’affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou d’autres ententes : a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes; b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> , pour l’excédent des primes retenues.	179 303 530	
30c	Besoins en matière de rémunération – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d’augmenter tout crédit accordé pour l’exercice pour : a) des prestations parentales et de maternité; b) des versements liés à la cessation de service ou d’emploi; c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.	200 000 000	
			1 559 972 399
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
1c	– Dépenses du programme		1 130 325

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse – Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus – Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : <ul style="list-style-type: none"> a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités. – Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	23 974 123	
5c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses en capital, notamment les paiements : <ul style="list-style-type: none"> a) aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels; b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs. 	10 595 696	
10c	– Diminution de 20 000 000 \$ à 17 000 000 \$ du montant par lequel le total des dépenses effectuées pour le Fonds renouvelable de CORCAN, établi par le crédit 11c de la <i>Loi de crédits no 4 pour 1991-1992</i> (Service correctionnel), modifié par le crédit 16b de la <i>Loi de crédits no 4 pour 2001-2002</i> (Service correctionnel) et le crédit 10a de la <i>Loi de crédits no 3 pour 2020-2021</i> (Service correctionnel du Canada), peut dépasser les recettes de ce fonds	1	
			34 569 820
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services 		62 821 171

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	<p style="text-align: center;">SOCIÉTÉ CANADIENNE D’HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT</p> <p>– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :</p> <p>a) au titre de la <i>Loi nationale sur l’habitation</i>;</p> <p>b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu’elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d’hypothèques et de logement</i>.</p>		100 993 247
1c	<p style="text-align: center;">STATISTIQUE CANADA</p> <p>– Dépenses du programme</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi</p>		3 243 336
			8 743 160 420

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.	45 175 498	
5c	– Dépenses en capital	138 666	45 314 164
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		122 929 204
			168 243 368